



# ACCORD-CADRE DE TRAVAUX

Cahier des Clauses Administratives Particulières relatif  
à l'accord-cadre  
n° 25-09  
commun à tous les lots

## Maître d'ouvrage

---

Université de Toulon

## Représentant du maître d'ouvrage

---

Monsieur le Président de l'Université

## Objet de l'accord-cadre

---

Accord-cadre de travaux d'entretien d'étanchéité et de couverture, nécessaires à la maintenance, la réparation, rénovation et réfection des bâtiments et toitures sur les campus de l'université de Toulon, en 2 lots

## Procédure de consultation

---

Accord-cadre passé en application des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 du Code de la commande publique et selon la procédure suivante :

Procédure adaptée en application des articles R. 2123-1, R. 2123-4 du Code de la commande publique.

# Sommaire

<b>TITRE 1 – DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES A L'ACCORD CADRE .....</b>	<b>10</b>
<b>1. Objet de l'accord-cadre.....</b>	<b>10</b>
1.1 Objet de l'accord-cadre.....	10
1.2 Décomposition en lots.....	11
1.3 Type de l'accord-cadre .....	11
1.4 Nombre de titulaires de l'accord-cadre.....	13
<b>1.5 Durée - Délais d'exécution - Reconduction .....</b>	<b>13</b>
1.5 Durée des accords-cadres.....	13
1.6 Reconduction de l'accord-cadre .....	14
1.7 Tranches .....	14
1.8 Phases .....	14
1.9 Maîtrise d'Ouvrage.....	14
1.10 Maîtrise d'Œuvre.....	14
1.11 Contrôle technique (au sens de la loi du 4 Janvier 1978 sur la responsabilité et l'assurance construction) .....	15
1.12 Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé .....	15
1.13 Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC) .....	15
1.14 Prévention des risques .....	15
1.15 Risque amiante.....	15
1.16 Développement durable – Dimension environnementale.....	16
1.17 Redressement ou liquidation judiciaire .....	16
1.18 Sous-traitance.....	16
1.19 Forme des notifications et informations au titulaire .....	18
1.20 Ordre de service .....	18
1.21 Modification de l'accord-cadre.....	18
<b>2. Pièces constitutives de l'accord-cadre.....</b>	<b>21</b>
2.1 Pièces constitutives de l'accord-cadre .....	21
<b>PIÈCES GÉNÉRALES COMMUNES .....</b>	<b>22</b>
<b>3. Termes non couverts par l'accord-cadre .....</b>	<b>23</b>
<b>4. Prix .....</b>	<b>23</b>
4.1 Forme et variation des prix <b>LOT 1</b> .....	23
4.2 Forme et variation des prix <b>LOT 2</b> .....	24

<b>5. Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles.....</b>	<b>25</b>
<b>6. Garanties contractuelles applicables à l'accord-cadre et aux marchés subséquents du lot 2.....</b>	<b>25</b>
6.1 Délais de garantie .....	25
<b>7. Assurances applicables à l'accord-cadre et aux marchés subséquents du lot 2</b>	<b>26</b>
7.1 Assurance responsabilité civile professionnelle (autre que responsabilité décennale des constructeurs).....	26
7.2 Police(s) de Responsabilité Décennale.....	27
<b>8. Dispositions diverses .....</b>	<b>27</b>
8.1 Absence ou insuffisance de garantie du titulaire.....	27
8.2 Incidence des polices souscrites par le maître d'ouvrage .....	27
8.3 Sinistres.....	28
<b>9. Résiliation de l'accord-cadre et des marchés subséquents .....</b>	<b>28</b>
9.1 Concernant le LOT 1.....	28
9.2 Concernant le lot 2.....	29
9.3 Résiliation de l'accord-cadre pour faute (pour les 2 lots).....	30
<b>10. Conditions d'indemnisation .....</b>	<b>31</b>
<b>11. Clauses complémentaires .....</b>	<b>31</b>
<b>12. Droit et langue .....</b>	<b>31</b>
<b>TITRE 2 - DISPOSITIONS RELATIVES AU LOT 1 – BONS DE COMMANDE.....</b>	<b>32</b>
<b>13. Modalités de consultation, de passation et de répartition des bons de commande .....</b>	<b>32</b>
13.1 Durée et délai d'exécution des bons de commande.....	32
13.2 Support de communication et échanges des informations pendant l'exécution du marché	32
13.3 Consultation des titulaires selon les modalités de répartition prévues à l'article 13.5 ci-dessous .....	33
13.4 Bons de commande.....	34
13.5 Modalités de répartition des bons de commande par titulaires retenus de l'accord-cadre	34
<b>14. Prix et mode d'évaluation des ouvrages - Variation dans les prix - Règlement des comptes .....</b>	<b>35</b>
14.1 Répartition des paiements.....	35
14.2 Tranche(s) OPTIONNELLE(S) .....	35

14.3	Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes	35
14.4	Paielements des membres d'un groupement et des sous-traitants ayant droit au paiement direct.....	39
14.5	Délais de paiement et intérêts moratoires .....	39
14.6	Formes particulières de l'envoi des projets de décomptes mensuels et final .....	40
<b>15.</b>	<b>RETENUE DE GARANTIE .....</b>	<b>40</b>
<b>16.</b>	<b>Avance .....</b>	<b>40</b>
<b>17.</b>	<b>PENALITES .....</b>	<b>41</b>
17.1	Pénalités – Dispositions générales .....	41
17.2	Pénalités de retard et autres pénalités.....	41
<b>18.</b>	<b>Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits</b>	<b>44</b>
18.1	Provenance des matériaux et produits.....	44
18.2	Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt.....	44
18.3	Caractéristiques, qualités vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits	44
18.4	Matériaux de type nouveau ou innovant .....	44
18.5	Prise en charge, manutention et conservation par L'entrepreneur des matériaux et produits fournis par le Maître de l'Ouvrage .....	44
18.6	Inventions, dispositions particulières, brevets.....	45
<b>19.</b>	<b>IMPLANTATION DES OUVRAGES .....</b>	<b>45</b>
<b>20.</b>	<b>PRÉPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX.....</b>	<b>45</b>
20.1	Connaissance des lieux et des conditions de travail .....	45
20.2	Période de préparation - Programme d'exécution des travaux .....	45
20.3	Plans d'exécution – Notes de calcul – Etudes de détail – Documents à fournir par L'entrepreneur.....	45
20.4	Registre de chantier .....	46
20.5	Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail .....	46
20.6	Garde du chantier .....	47
20.7	Organisation, hygiène et sécurité des chantiers .....	47
20.8	Modalités d'intervention.....	49
20.9	Dégradations causées aux voies publiques.....	50
20.10	Enlèvement du matériel et des matériaux sans emploi .....	50
20.11	Gestion de la qualité .....	50
20.12	Travaux à proximité des réseaux .....	50
<b>21.</b>	<b>CONTRÔLE ET RÉCEPTION .....</b>	<b>51</b>

21.1	Essais et contrôles en cours de travaux .....	51
21.2	Réception.....	51
<b>22.</b>	<b>Droit de substitution .....</b>	<b>53</b>
<b>TITRE 3 - DISPOSITIONS RELATIVES AUX MARCHES SUBSEQUENTS - LOT 254</b>		
<b>23.</b>	<b>Pièces constitutives des marchés subséquents.....</b>	<b>54</b>
<b>24.</b>	<b>Intervenants .....</b>	<b>54</b>
24.1	Maîtrise d'œuvre.....	54
24.2	Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier .....	54
24.3	Contrôle technique.....	54
24.4	Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	54
<b>25.</b>	<b>Modalités de la remise en concurrence des marchés subséquents .....</b>	<b>55</b>
25.1	Mode de sélection des attributaires des marchés subséquents.....	55
25.2	Négociations .....	56
25.3	Délai de réponses.....	56
25.4	Choix de l'attributaire .....	56
<b>26.</b>	<b>Prestations similaires .....</b>	<b>57</b>
<b>27.</b>	<b>Délais et conditions d'exécution des marchés subséquents .....</b>	<b>57</b>
27.1	Délai d'exécution et période de préparation .....	57
27.2	Prolongation des délais d'exécution .....	58
27.3	Dispositions en cas de sous traitance .....	59
<b>28.</b>	<b>PRIX.....</b>	<b>61</b>
28.1	Caractéristiques des prix pratiqués.....	61
28.2	Modalités de variation des prix.....	61
28.3	Contenu des prix.....	62
28.4	Avances .....	63
28.5	Modalités de paiement des acomptes (décompte mensuel), solde .....	64
28.6	Demande de paiements .....	64
28.7	Paiements des membres d'un groupement et des sous-traitants ayant droit au paiement direct.....	65
28.8	Délais de paiement et intérêts moratoires .....	66
<b>29.</b>	<b>RETENUE DE GARANTIE.....</b>	<b>66</b>
<b>30.</b>	<b>PENALITES .....</b>	<b>67</b>
30.1	Pénalités – Dispositions générales .....	67
30.2	Pénalités de retard et autres pénalités.....	67

<b>31. Carence du Titulaire .....</b>	<b>69</b>
<b>32. Non présentation d'offre de prix .....</b>	<b>69</b>
<b>33. Conditions d'exécution des prestations.....</b>	<b>70</b>
33.1 Caractéristiques des matériaux et produits des marchés subséquents.....	70
33.2 Implantation des ouvrages des marchés subséquents .....	70
33.3 Préparation et coordination des travaux des marchés subséquents .....	70
33.4 Etudes d'exécution des marchés subséquents .....	71
33.5 Installation et organisation du chantier .....	71
33.6 Dispositions particulières à l'achèvement du chantier .....	71
33.7 Réception des travaux objet des marchés subséquents .....	72
<b>34. Dérogations aux documents généraux.....</b>	<b>72</b>

## LEXIQUE

Code de la Commande Publique (C.C.P.) : Code juridique français regroupant les dispositions régissant les contrats de la commande publique et dont le présent accord-cadre fait référence.

### Le pouvoir adjudicateur :

Il s'agit du maître d'ouvrage, soit l'Université de Toulon.

### Le titulaire ou les multi attributaires :

Il s'agit de ou des entreprises retenue(s) pour un ou plusieurs lot(s) à la passation de l'accord-cadre.

### Accord-cadre (art. L2125-1 du C.C.P.) :

« L'accord-cadre, qui permet de présélectionner un ou plusieurs opérateurs économiques en vue de conclure un contrat établissant tout ou partie des règles relatives aux commandes à passer au cours d'une période donnée. La durée des accords-cadres ne peut dépasser quatre ans pour les pouvoirs adjudicateurs. »

- Conformément à l'article R. 2162-2 du Code de la commande publique :

**Lot 1** Lorsque l'accord-cadre **fixe toutes les stipulations contractuelles**, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de **bons de commande** dans les conditions fixées à l'[article R2162-13](#) et l'[article R2162-14](#) du code de la commande publique. L'émission des [bons de commande](#) s'effectue **sans négociation ni remise en concurrence préalable des titulaires**, selon des modalités prévues par l'accord-cadre.

**Les bons de commande** sont des documents écrits, signés par la Directrice du patrimoine et des Services Techniques ou tout autre personne ayant délégation

### AVANCES

Sous réserve des conditions prévues aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique, une avance est versée au titulaire sauf indication contraire portée dans l'acte d'engagement et au bon de commande si avance dérogatoire.

Conformément à l'article 10.1 du CCAG, l'option retenue pour les avances est l'option A.

Ainsi :

- Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du Code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 est fixé à 30 %.
- Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du Code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 5 %.

Ces renseignements seront donnés dans le formulaire DC2 au cadre C1.

Conformément à l'Article R2191-16 du CCP, l'avance sera versée en fonction du montant de chacun des bons de commande, sous réserve que le montant du bon de commande soit supérieur à 50 000 € HT et que sa durée d'exécution soit supérieure à 2 mois.

En précision à l'article R2191-4, le pouvoir adjudicateur pourra, selon la nature des travaux, accorder une avance dérogatoire dans le cas où celle-ci n'est pas obligatoire. Cette disposition n'est aucunement obligatoire ou systématique, elle est à la discrétion du

pouvoir adjudicateur.

En tout état de cause, l'avance ne pourra excéder 30 % du montant du bon de commande.

Le montant de l'avance sera toujours indiqué dans le bon de commande. En précision de l'article R2191-11, le remboursement de l'avance par l'entreprise s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par celui-ci atteint 50 % TTC du montant total du bon de commande.

Le titulaire pourra refuser le versement de l'avance dans le bon de commande valant d'engagement.

## **Lot 2 Marchés subséquents - MS :**

*« Lorsque l'accord-cadre ne fixe pas toutes les stipulations contractuelles, il donne lieu à la conclusion de marchés subséquents dans les conditions fixées aux articles R. 2162-7 à R. 2162-12. »*

*A chaque survenance d'un besoin (nouvelle opération) les attributaires sont remis en concurrence grâce à une lettre de consultation (demande de devis) pour contracter un marché subséquent. Il y aura autant de marchés subséquents que de survenance de besoin.*

*A ce stade de la consultation, le besoin n'est pas encore défini, de nouvelles mises en concurrence seront forcément réalisées à chaque survenance de besoins par le biais de devis.*

### **Lettre de consultation :**

La lettre de consultation permet la remise en concurrence des attributaires de l'accord-cadre lors de la survenance d'un besoin. Elle décrit toutes les caractéristiques administratives, financières et techniques du futur marché subséquent qui n'auront pas pu être définies lors de la passation de l'accord-cadre. C'est une demande de devis détaillée.

## **AVANCES**

Sous réserve des conditions prévues aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique, une avance est versée au titulaire du marché subséquent, sauf indication contraire portée dans l'acte d'engagement ou dans la lettre de consultation concernant l'avance dérogatoire, sous réserve que le montant soit supérieur à 50 000 € HT et que sa durée d'exécution soit supérieure à 2 mois.

Conformément à l'article 10.1 du CCAG, l'option retenue pour les avances est l'option A.

Ainsi :

- Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du Code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 est fixé à 30 %.
- Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du Code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 5 %.

Ces renseignements seront donnés dans le formulaire DC2 au cadre C1.

En précision à l'article R2191-4, le pouvoir adjudicateur pourra, selon la nature des travaux, accorder une avance dérogatoire dans le cas où celle-ci n'est pas obligatoire. Cette disposition n'est aucunement obligatoire ou systématique, elle est à la discrétion du pouvoir adjudicateur.



En tout état de cause, l'avance ne pourra excéder 30 % du montant du marché.

Le montant de l'avance sera toujours indiqué dans la lettre de consultation, exprimé en pourcentage du montant initial du marché subséquent, selon la nature des travaux.

En précision de l'article R2191-11, le remboursement de l'avance par l'entreprise s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par celui-ci atteint 50 % TTC du montant total du marché, avenants compris.

Le titulaire pourra refuser le versement de l'avance dans la lettre de consultation valant acte d'engagement.

# TITRE 1 – DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES A L'ACCORD CADRE

## 1. Objet de l'accord-cadre

### 1.1 Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet d'établir les termes régissant les marchés de travaux à passer au cours d'une période donnée définie à l'article *Durée de l'accord-cadre* de l'acte d'engagement.

L'accord-cadre régit par le présent cahier des clauses administratives particulières commun a pour objet :

Travaux d'entretien d'étanchéité et de couverture, nécessaires à la maintenance, la réparation, rénovation et réfection des bâtiments et toitures, y compris pose de supports de panneaux photovoltaïques, situés sur les campus de l'université de Toulon.

Il régit à la fois les termes à l'accord-cadre et ceux des marchés subséquents.

La situation, la description des ouvrages et leurs spécifications techniques, ainsi que l'étendue des prestations diverses mis à la charge de l'entrepreneur, sont indiquées dans le C.C.T.P commun.

#### ➤ **Lieux d'exécution**

Les lieux d'exécution des prestations se situent sur les différents campus de l'UTLN et dans les locaux appartenant à son patrimoine :

Campus La Garde

Avenue de l'université

83130 La Garde

Campus Porte d'Italie – Bât PI

70 avenue Roger Devoucoux

83000 Toulon

Faculté de Droit

35 avenue Alphonse Daudet

83000 Toulon

Faculté de droit de Draguignan

250 rue Jean Aicard

83300 Draguignan

Ainsi que pour toutes nouvelles acquisitions par l'UTLN dans le cas de l'extension de son patrimoine ou tout nouveau bâtiment dont elle en aurait la gestion.

et de manière exceptionnelle :

Département GEA de l'IUT à Draguignan

Boulevard Colonel Michel Lafourcade

83 300 Draguignan

Propriété de l'Université de Toulon  
Rue Victor Sergent  
SAINT-RAPHAËL

## 1.2 Décomposition en lots

L'accord-cadre est composé de 2 lots distincts :

Multi-attributaire à bons de commande pour le lot 1, et multi-attributaire à marchés subséquents pour le lot 2.

- LOT 1 : Travaux de petit entretien courant de réparation d'étanchéité sur bâtiments et toitures
- LOT 2 : Travaux de gros entretien et de réfection d'étanchéité sur bâtiments et toitures

## 1.3 Type de l'accord-cadre

Les prestations sont réparties en 2 lots faisant chacun l'objet d'un accord-cadre distinct.  
Conformément à l'article R. 2162-2 du Code de la commande publique :

- Pour le lot 1 : la consultation sera passée en application des articles R2162-13 à R2162-14, relatifs aux accords-cadres donnant lieu à l'émission de bons de commande. Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations. Les bons de commandes seront émis au fur et à mesure des besoins.

- Pour le lot 2 : la consultation sera passée en application des articles R. 2162-7 ; R. 2162-9 R. à R. 2162-12 relatifs aux accord-cadre donnant lieu à la conclusion de marchés subséquents. Cet accord-cadre ne fixe pas toutes les conditions d'exécution des prestations. Celles-ci seront précisées dans les marchés subséquents. Les marchés subséquents interviendront lors de la survenance du besoin.

### 1.3.1 Prestations de l'accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commande LOT1

Les prestations qui relèvent de l'accord-cadre du lot 1 exécuté par l'émission de bons de commande sont les suivantes :

- Les opérations de petits entretiens courants de réparation, rénovation d'étanchéité feront appel en priorité au lot 1, par la passation d'un bon de commande selon le classement des offres des titulaires.

Le montant de chaque bon de commande sera compris approximativement entre 0 et 10 000 €HT, selon les prescriptifs du CCTP commun.

L'accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commande est passé sans minimum et maximum définis à l'article *Prix* de l'acte d'engagement.

### 1.3.2 Prestations de l'accord-cadre exécuté par la conclusion de marchés subséquents LOT 2

Les prestations qui relèvent de l'accord-cadre du lot 2 exécutées par la conclusion de marchés subséquents sont les suivantes :

Toutes opérations considérées comme du gros entretien de rénovation, réfection d'étanchéité, feront appels en priorité aux prestations du lot 2 selon les prescriptifs du CCTP commun, par remise en concurrence des titulaires de l'accord-cadre afin d'attribuer les marchés subséquents.

L'accord-cadre est passé avec sans minimum et un maximum en valeur définis à l'article *Prix* de l'acte d'engagement.

Les marchés subséquents à l'accord-cadre seront établis à partir d'offres (sous forme de devis) en réponse aux lettres de consultation transmises par l'UTLN.

#### **1.3.2.1 OBLIGATIONS DECOULANT DE L'ACCORD CADRE**

Les candidats retenus dans le cadre du présent accord cadre sont soumis à l'obligation de répondre aux marchés subséquents qui en découlent et de manière régulière.

La méconnaissance de cette obligation donnera lieu à des sanctions, sont considérés comme une violation de cette obligation :

- ✓ Un refus non justifié de soumissionner ;
- ✓ Un refus de répondre à un marché subséquent plus de trois fois ;
- ✓ La soumission à plusieurs reprises, d'une offre irrégulière, incomplète ou inacceptable conformément aux définitions jurisprudentielles de ces termes ;
- ✓ La présentation d'offres contenant des tarifs incohérents avec les prix de référence donnés par le titulaire dans les annexes financières lors de sa candidature, ou avec les prix moyens du marché économique.

Les sanctions de la violation de cette obligation sont :

- ✓ Retrait par le pouvoir adjudicateur de la clause d'exclusivité dont bénéficie l'attributaire en vertu du présent accord-cadre ;
- ✓ Résiliation de plein droit, sans indemnités et aux torts et frais du titulaire.

Dans le cas où un marché subséquent serait déclaré infructueux (offre inacceptable, irrégulière ou inappropriée), le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de rechercher une entreprise non-attributaire.

#### **1.3.2.2 MISE EN CONCURRENCE PREALABLE A L'ACCORD-CADRE**

Conformément aux dispositions de l'article R2162-10 du C.C.P, l'attribution des marchés individuels passés sur le fondement de cet accord-cadre, sera précédée d'une mise en concurrence organisée entre les titulaires de l'accord-cadre selon les modalités décrites **au titre 3** du présent CCAP.

Les modalités de remise des offres pour les marchés subséquents seront indiquées dans

chaque lettre de consultation.

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours à compter de la date de remise des offres pour les marchés subséquents

Cette mise en concurrence s'établira à partir de scénarii correspondant à des chantiers qui répondent à des besoins récurrents du pouvoir adjudicateur.

#### NOTA BENE

Le scenarii du lot 2 détaillé dans le dossier de consultation et noté selon les critères définis au règlement de la consultation, correspond à un besoin déjà défini, cette opération sera commandée après la notification de l'accord-cadre au titulaire arrivé en première position.

La notification de l'accord-cadre vaut marché subséquent N°1 de l'accord-cadre (lot 2). Un ordre de service de démarrage sera transmis au titulaire pour lui signifier la date de début des travaux ainsi que le numéro de l'engagement juridique.

### **1.4 Nombre de titulaires de l'accord-cadre**

Il s'agit d'un accord-cadre multi-attributaire pour chaque lot.

Il est fixé un maximum de 3 attributaires (3 titulaires maximum) pour chaque lot, sous réserve d'un nombre suffisant d'offres conformes aux exigences indiquées dans l'avis d'appel public à la concurrence et dans les documents de la consultation.

Concernant le lot 1, l'accord-cadre deviendra mono-attributaire (1 titulaire) si un seul attributaire est désigné.

Concernant le lot 2, dans le cas d'un seul candidat classé, l'accord-cadre à marchés subséquents sera déclaré sans suite pour motif d'intérêt général.

Lot 1 : Conformément aux R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique, les bons de commande seront émis au fur et à mesure de la survenance du besoin sur la base de cet accord-cadre, selon le classement des offres des titulaires et les modalités de répartition de commande précisées à l'article 13.5 du présent CCAP.

Lot 2 : En application des articles R. 2162-7 à R. 2162-12 du Code de la commande publique, des marchés subséquents seront attribués sur la base de cet accord et après mise en concurrence organisée entre les titulaires de l'accord-cadre, selon les modalités prévues à l'article 25 du présent CCAP commun.

## **1.5 Durée - Délais d'exécution - Reconduction**

### **1.5 Durée des accords-cadres**

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 24 mois à compter de la date de

notification.

La conclusion des marchés subséquents ainsi que l'émission des bons de commande ne peuvent se faire que pendant la durée de validité des accords-cadres, avec un délai d'exécution ne dépassant pas de plus de 3 mois la date de fin de validité des accords-cadres.

## 1.6 Reconduction de l'accord-cadre

Les lots suivants pourront être reconduits :

N° du lot	Nombre de reconduction
01	2
02	2

Les durées par périodes de reconduction de chaque lot sont les suivantes :

Lot n° 01	
N° de la période	Durée
Période 1	1 an(s)
Période 2	1 an(s)

Lot n° 02	
N° de la période	Durée
Période 1	1 an(s)
Période 2	1 an(s)

## 1.7 Tranches

Sans objet.

## 1.8 Phases

Les bons de commande (lot 1) et marchés subséquent (lot 2) pourront déterminer des phases d'exécution compte tenu de la nature des travaux.

## 1.9 Maîtrise d'Ouvrage

La Maîtrise d'Ouvrage est représentée par la Directrice du Patrimoine et des services Techniques (DPST).

Les chefs de pôle de la DPST peuvent exercer toute prérogatives liées à l'exécution du marché dès lors que celles-ci n'entraînent aucune incidence financière.

## 1.10 Maîtrise d'Œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée :

- Par les personnels désignés de la Direction du Patrimoine et des Services Techniques en charge de l'opération : maîtrise d'œuvre interne

- Dans le cas où la maîtrise d'œuvre serait confiée à un tiers pour une opération particulière, ce point serait mentionné au moment de la demande de devis, ou lettre de consultation : maîtrise d'œuvre externe

Pour mémoire, le maître d'œuvre est chargé d'une mission relevant du livre IV du titre III du C.C.P.

### 1.11 Contrôle technique (au sens de la loi du 4 Janvier 1978 sur la responsabilité et l'assurance construction)

S'il y a lieu, le contrôleur technique sera désigné par la maîtrise d'ouvrage. Ses coordonnées seront alors transmises ultérieurement.

### 1.12 Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé

En application de la loi n° 93-1418 du 31 Décembre 1993 et du Décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 si l'intervention d'un Coordonnateur en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs est requise, le maître d'ouvrage le désignera ultérieurement, précisant le nom et l'adresse du Coordonnateur SPS qu'il aura désigné pour la réalisation des travaux.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au(x) Titulaire(s) du présent accord-cadre en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du (des) Coordonnateur(s) SPS.

### 1.13 Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC)

Désignation d'un coordinateur :

La coordination et le pilotage des chantiers seront effectués par le coordinateur des travaux de l'université.

### 1.14 Prévention des risques

Un plan de prévention sera établi entre les entreprises Titulaires et l'Université de Toulon conformément au Décret n°92-158 du 20 février 1992 complétant le code du travail et fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.

Si plusieurs sociétés doivent intervenir sur les chantiers du présent accord-cadre, il appartient à l'entreprise Titulaire ayant eu recours à la sous-traitance de prévenir les risques liés à l'interférence entre les activités, les installations et matériels des différentes entreprises présentes sur un même lieu de travail. Article R4511-6 et Article R4511-7, Code du travail Partie IV: Santé et Sécurité au Travail - Livre V : Prévention des risques liés à certaines activités ou opérations.

### 1.15 Risque amiante

Les personnels des Titulaires intervenant sur les sites de l'Université de Toulon dans le

cadre du présent accord-cadre disposent des compétences, autorisations et habilitations nécessaires à l'intervention sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante, telles que visées notamment dans le décret n°2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante.

Les Titulaires disposent à ce titre, au sein de l'équipe à même d'intervenir sur les sites de l'Université de Toulon, d'agents formés « Opérateur sous-section 4 » et d'agents formés « Encadrant sous-section 4 » en nombre suffisant pour assurer l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre.

Ils produisent, avant tout commencement d'exécution d'une commande s'ils ne l'ont pas déjà fait ou sur simple demande du Maître de l'Ouvrage, les attestations de ces agents.

### 1.16 Développement durable – Dimension environnementale

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

#### Valorisation des déchets

En application de l'article 20.2.3 du CCAG Travaux, en cas de non-respect des obligations définies ci-dessus, le titulaire se verra appliquer pour chaque manquement, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité forfaitaire.

### 1.17 Redressement ou liquidation judiciaire

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à la personne publique par les Titulaires de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

En cas de redressement judiciaire, la personne publique adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre.

En cas de redressement judiciaire, l'accord-cadre et marché subséquent en découlant est résilié, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L622-13 du Code du Commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

En cas de liquidation judiciaire du titulaire, l'accord-cadre est résilié si, après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L641-10 du Code du Commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, par le titulaire, à aucune indemnité.

### 1.18 Sous-traitance

En complément des dispositions des articles R. 2193-3 et suivants du Code de la



commande publique, les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe ou indirecte sont définies à l'article 3.6 du CCAG Travaux.

En cas de sous-traitance directe, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiements conformément à la réglementation en vigueur.

À cet effet, il présentera le cadre d'acte spécial de sous-traitance annexé à l'acte d'engagement, dûment complété et signé en y joignant les pièces listées sur ce cadre d'acte spécial. En cours d'exécution du marché, le titulaire produira également l'exemplaire unique du marché ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou mainlevée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Le montant des prestations du sous-traitant devra être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du marché du titulaire.

Conformément à l'article 3.6 du CCAG travaux, le maître d'ouvrage notifiera, après signature, au titulaire et à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

Dès réception de cette notification, le titulaire du marché s'engage à faire connaître au maître d'ouvrage le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant et à faire connaître au maître d'œuvre le nom de la personne physique qui le représente pour l'exécution des prestations sous-traitées.

En cas de sous-traitance indirecte, les sous-traitants qui sous-traitent devront faire accepter leur sous-traitant indirect et agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation du sous-traitant direct.

Après acceptation d'une sous-traitance indirecte de second rang et plus présentée par le sous-traitant direct ou un sous-traitant indirect de second rang et plus, ces derniers devront fournir, à défaut d'avoir obtenu du maître d'ouvrage un accord sur une délégation de paiement, dans le délai de 8 jours de l'acceptation, une copie de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant indirect de second rang et plus. La non production de cette copie de la caution au représentant du maître d'ouvrage empêche l'exécution des travaux par le sous-traitant indirect et peut emporter, dans les conditions définies à l'article *Résiliation du marché aux torts du titulaire* ci-dessous, résiliation du marché.

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve, d'une part, de cette acceptation et de cet agrément et, d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs, lorsque celui-ci est exigé, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, conformément à l'article L. 4532-9 du Code du travail.

Conformément aux dispositions de l'article L. 2193-3 du Code de la commande publique, le maître d'ouvrage exige que certaines tâches essentielles du marché soient effectuées directement par le titulaire.

Les tâches concernées sont les suivantes :

### **1.19 Forme des notifications et informations au titulaire**

En vertu de l'article 3.1 du CCAG, la notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Cette notification peut être faite par le biais du profil acheteur ou à l'adresse postale ou électronique des parties.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

### **1.20 Ordre de service**

Conformément aux dispositions des articles 2 et 3.8 du CCAG Travaux, les ordres de service seront écrits, datés, numérotés et notifiés par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage. Le titulaire devra en accuser réception datée.

Les ordres de service émis par le maître d'œuvre entraînant une modification de l'accord-cadre en termes de délai d'exécution, de durée ou de montant font l'objet d'une validation préalable par le maître d'ouvrage. La justification de la validation est jointe à l'ordre de service notifié par le maître d'œuvre. A défaut, le titulaire n'est pas tenu de l'exécuter.

### **1.21 Modification de l'accord-cadre**

Conformément à l'article R.2194-1 du Code de la Commande Publique, les accords-cadres peuvent être modifiés sans nouvelle procédure de passation par simple Ordre de service (un avenant sera nécessaire uniquement dans les cas non cités ci-dessous).

Ces modifications, quelle que soit leur valeur monétaire, sont prévues dans le présent CCAP commun sous la forme de la présente clause de réexamen.

Cette clause indique le champ d'application et la nature des éventuelles modifications ainsi que les conditions dans lesquelles il peut en être fait usage. Elle ne permet pas de modifications qui changeraient la nature globale du marché considéré.

#### **A. Changement de dénomination sociale, changement d'adresse et de coordonnées bancaires :**

En cas de changement de dénomination sociale ou changement d'adresse en cours d'exécution de l'accord-cadre, l'entreprise est tenue de communiquer au pouvoir adjudicateur une attestation expliquant ce changement et tout justificatifs le cas échéant.

En cas de changement des coordonnées bancaires, intervenant en cours d'exécution du

marché, l'entreprise est tenue d'en informer le pouvoir adjudicateur et de lui communiquer un nouveau RIB. Ce nouveau RIB annule et remplace le précédent RIB et devient contractuel.

#### **B. Révision des prix :**

En cas de suppression d'indice et en l'absence de mise en place de série de raccordement ou d'indice de remplacement, le nouvel indice sera notifié par OS après demande préalable de validation aux titulaires de l'accord-cadre. Dans un délai de deux semaines à compter de la proposition d'indice des Pouvoir adjudicateur, le silence gardé par les titulaires vaudra acceptation tacite de l'indice proposé.

#### **C. Périodicité de la révision**

En cas de pénurie de composants/matériels ou de conditions particulières bouleversant l'économie de l'accord-cadre, la périodicité de révision passera de 12 à 6 mois par simple ordre de service.

#### **D. Modification de la date d'achèvement de l'opération et modification des délais d'exécution**

Dans les hypothèses où le calendrier détaillé d'exécution ou la fixation de la date limite d'achèvement des travaux fixés au marché subséquent ou au bon de commande seraient prolongés pour raison techniques, matériels imprévisibles ou conditions météorologiques, les modifications de date seront notifiées par ordre de service.

Si ces modifications ont un impact sur la durée globale de l'opération, la durée du marché subséquent ou du BC sera également modifiée par voie d'ordre de service

#### **E. Prix nouveaux- Ajout de postes de prix au Bordereau de Prix (BPU) LOT 1**

Le CCAP commun détermine la nature des travaux, objet des présents marchés. Par exclusion, toute autre prestation non référencée ne peut faire l'objet de commande.

Toutefois, dans le cas d'un besoin nouveau survenant en cours d'exécution de l'accord-cadre concerné, et à la demande du service opérationnel, le titulaire produira les éléments techniques financiers correspondant qui seront soumis à la validation du représentant du pouvoir adjudicateur.

Ces besoins doivent résulter soit, d'une modification réglementaire, soit de travaux devenus nécessaires pour la finalisation du projet, soit d'une évolution innovante/technique de produits ou matériels.

##### **LOT 1**

A la demande du service opérationnel, le titulaire produira les éléments techniques financiers correspondants qui seront soumis à la validation du représentant du Pouvoir adjudicateur.

Les propositions financières établies par le titulaire devront être établies dans les conditions suivantes :

- Prix nouveau en lien avec l'objet de l'accord-cadre
- Intégration des prix nouveaux dans une des familles du BPU
- Nombre de prix ajoutés ne dépassant pas 20 nouveaux prix pendant toute la durée de l'accord-cadre reconduction comprise (4 ans)

Dans l'hypothèse d'une validation de la proposition, l'article sera intégré au BPU de l'accord-cadre concerné par ordre de service qui indiquera :

- Le poste de l'article
- La codification de l'article
- La désignation
- Le prix unitaire et/ou forfaitaire

Ces modifications n'impactent pas la masse maximum prévue au l'accord-cadre.

## **F. LOT 2 - Prix des devis estimatifs contractuels des marchés subséquents**

Les marchés subséquents pourront prévoir des prix non inclus dans l'annexe financière des prix références, sans limitations. Le titulaire pourra chiffrer librement ces prix. Ceux-ci étant spécifiques à chaque consultation, ils ne seront pas intégrés au référentiel de prix initial.

## **G. Clause de réexamen - Extension du périmètre d'exécution**

Le périmètre d'exécution de l'accord-cadre précisés à l'article lieux d'exécution du présent CCAP peut évoluer en cours d'exécution.

L'élargissement du périmètre se fera sous certaines conditions :

- Par ordre de service listant le ou les sites concernés.
- Les modifications financières relatives à l'ajout de site à entretenir, ou à l'ajout de prestations, feront l'objet d'une demande de devis, le Titulaire s'engageant à facturer ces prestations à des tarifs similaires ou identiques à ceux issus du marché d'origine.

Le prestataire ne bénéficie pas d'une exclusivité à l'activation de la clause.

Les extensions de périmètre n'impactent pas les masses maximums de l'accord-cadre.

## **Dispositions communes à la mise en œuvre des clauses de réexamen**

Les clauses de réexamen ne pourront être activées que dans les hypothèses suivantes :

- Si elles n'entraînent pas de modifications substantielles au sens de l'article R2194-7 1° à 4° du Code de la Commande Publiques ;
- Si l'augmentation financière générée par l'activation des clauses de réexamen ne dépasse pas le maximum fixé à l'accord-cadre.

Dans l'hypothèse où les demandes ne rempliraient pas les conditions mentionnées supra, elles ne pourront être traitées que par voie d'avenant.

La validation de la mise en jeu des clauses de réexamen fera l'objet d'un arbitrage préalable de l'acheteur. Dans l'hypothèse de l'acceptation des demandes, les modifications mentionnées supra feront l'objet d'une notification par OS accompagnée le cas échéant des documents financiers mis à jour et nécessaires au règlement des prestations modificatives, complémentaires ou supplémentaires. Tout autre document permettant la bonne exécution des nouvelles prescriptions, pourra également être joint et aura valeur contractuelle.

## 2. Pièces constitutives de l'accord-cadre

### 2.1 Pièces constitutives de l'accord-cadre

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

#### **LOT 1**

- L'Acte d'Engagement et son annexe financière Bordereau de Prix Unitaire (BPU) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières commun (C.C.A.P commun),
- Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières commun (C.C.T.P commun) et ses annexes ;
- Les normes techniques ou « eurocodes » visés aux C.C.T.P commun ;
- Les cahiers des charges des documents techniques unifiés (DTU), cahier des clauses spéciales (CSS) et règles de calcul, visés aux C.C.T.P commun. ;
- Le Mémoire technique selon le cadre de réponse de mémoire technique (30 pages maximum recto-verso), dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait seul foi (Annexe à l'acte d'engagement);
- Les devis proposés par les Titulaires, tel que validés par le Maître de l'Ouvrage ;
- Les bons de commande ou OS valant accord du Maître de l'Ouvrage, le cas échéant ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants éventuels.
- L'attestation de visite

L'acte d'engagement, le CCAP commun et le CCTP commun prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propres à chaque document.

#### **LOT 2**

- L'Acte d'Engagement et son annexe financière ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières commun (CCAP commun), dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'Administration fait seul foi et ses annexes (liste des sites, lettre de consultation type) ;
- Les marchés conclus sur la base de l'accord-cadre,
- Le Cahier des Clauses Techniques particulières commun (CCTP commun), dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
- Les normes techniques ou « eurocodes » visés aux C.C.T.P commun ;
- Les cahiers des charges des documents techniques unifiés (DTU), cahier des clauses spéciales (CSS) et règles de calcul, visés aux C.C.T.P commun ;
- L'offre du ou des titulaires dont le cadre de réponse méthodologique (30 pages maximum recto-verso), dont l'exemplaire original conservé dans les archives

du maître d'ouvrage fait seul foi (Annexe à l'acte d'engagement), assortie de l'annexe financière selon le scénario

- Toutes autres pièces contractuelles réclamées au stade de l'accord-cadre
- L'attestation de visite

L'acte d'engagement, le CCAP et le CCTP (ou le CCP) prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propres à chaque document.

### **PIÈCES GÉNÉRALES COMMUNES**

- Code de la commande publique (CCP)
- Le CCAG Travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JORF n°0078 du 1 avril 2021).
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux marchés publics de travaux (CCTG-TX), suivant la composition fixée par le dernier décret paru au jour d'établissement des prix ;
- Cahier des Charges et les D.T.U. établis par le CSTB à défaut de CCTG, ainsi que les normes définies. Les avis techniques du CSTB et des assurances pour les procédés de construction, ouvrage ou matériaux donnant lieu à de tels avis ;
- Le document COPREC 1 définissant la liste et description des essais et vérification de fonctionnement des installations à effectuer par les Titulaires et le document COPREC 2 imposant les modèles de Procès-Verbaux concernant les essais et vérifications de fonctionnement effectués par les Titulaires ;
- Le règlement Sanitaire Départemental ;
- Les normes françaises UTE (électricité), AFNOR (autres domaines) en application de la réglementation européenne existante et à défaut, normes françaises homologuées ou normes étrangères équivalentes ;
- La loi du 31 Décembre 1993 modifiant les dispositions du Code du Travail applicables aux opérations de bâtiment et de Génie Civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs ;
- La loi 78-12 du 4 Janvier 1978 sur la responsabilité et l'assurance dans le domaine de la construction et l'ensemble des textes qui l'ont modifiée ou complétée.

### Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles

Le présent accord-cadre, constitué des documents contractuels définis supra, exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties.

Les dispositions du présent accord-cadre prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre la personne publique et le titulaire préalablement à la signature du présent marché.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux, etc.

Le présent accord-cadre est modifié par voie d'avenant et/ou selon les clauses de

réexamen prévues.

#### Vérification des documents

L'entreprise doit se rendre compte de l'importance des prestations à réaliser et suppléer, le cas échéant, par ses connaissances ou son expérience, aux détails du projet qu'elle jugerait insuffisants, inexacts, omis ou mal indiqués, ou contraires aux règles administratives à respecter.

Elle devra faire, dans son offre, toutes les rectifications éventuellement nécessaires et en inclure les incidences financières dans son prix.

Avant toute exécution, l'entreprise devra vérifier les plans, la désignation des locaux dans lesquels elle doit intervenir, ainsi que tous les documents graphiques qui lui sont remis.

Faute de se conformer à ces prescriptions, elle deviendra responsable de toutes les erreurs relevées au départ ou en cours d'exécution, ainsi que des conséquences qui en résulteraient.

Le présent document ne pouvant prétendre à la description détaillée de toutes les opérations, le prestataire ne pourra, en aucun cas, arguer d'une différence d'interprétation et se prévaloir d'omission ou de manque de renseignements pour refuser l'exécution des prestations jugées utiles à la parfaite exécution de l'accord-cadre.

### **3. Termes non couverts par l'accord-cadre**

Les termes non couverts par l'accord-cadre sont :

- Travaux de réfection des toitures dans le cadre des opérations immobilières de réhabilitation complète d'un bâtiment
- travaux de toiture du BAT X

## **4. Prix**

### **4.1 Forme et variation des prix LOT 1**

#### **4.1.1 Forme du prix**

Les travaux sont réglés conformément aux postes de prix décrits dans le BPU contractuel.

#### **4.1.2 Variation des prix**

Les prix sont révisables selon les modalités fixées aux articles ci-dessous.

Par dérogation au CCAG, les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date limite de remise des offres.

Ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix unitaires fixés dans le Bordereau des Prix Unitaires sont fermes la 1<sup>ère</sup> année puis révisables annuellement, à chaque date anniversaire de la notification de l'accord-cadre, à la hausse comme à la baisse.

Les Titulaires doivent adresser leur demande au pôle achat (pole-achat@univ-tln.fr) et copie à la Direction du patrimoine et des services techniques 3 mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre en fournissant les anciens et nouveaux index ainsi que le

détail de la formule et sa proposition de BPU révisé.

L'université aura 30 jours calendaires pour opposer ses remarques. Au-delà de ce délai sans réponse de la part de l'UTLN, la demande des Titulaires sera réputée acceptée.

Les valeurs des index sont publiées auprès des organismes suivants : INSEE/MONITEUR  
Aucune variation provisoire ne sera effectuée, le dernier indice connu sera définitif.

La révision est effectuée par application au(x) prix du marché d'un coefficient donné par la formule :

$$C_n = 0.125 + 0.875 (I_n/I_0)$$

Les valeurs prises par l'index de référence Index du bâtiment - BT53 - Étanchéité - Base 2010 - Identifiant 001710985 –

seront calculées de la manière suivante : Index (n) / Index (o)

- Index (n) correspond au mois n, valeur du dernier indice connu à la date anniversaire de l'accord-cadre, avec un décalage en lecture de moins 3 mois de l'Index (n).
- Index (o) correspond au mois Mo d'établissement des prix de l'accord-cadre.

Les calculs de révision sont arrondis au millième supérieur (3 chiffres après la virgule). Pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- Si la cinquième décimale est comprise entre zéro et quatre (ces valeurs incluses) la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- Si la cinquième décimale est comprise entre cinq et neuf (ces valeurs incluses) la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

#### 4.1.3 Prix nouveaux

Dans l'hypothèse d'une commande d'un prix non prévu au bordereau, le titulaire devra faire figurer DISTINCTEMENT sur le bon de commande la mention « Prix nouveau » activant la clause de réexamen prévu à l'article 1.21 du présent document les prix avec la mention HORS BORDEREAU, et ne pourra en aucun cas opérer de substitution de prix.

Il appartiendra au Maître d'ouvrage de décider de la suite à donner à cette demande. Dans tous les cas, aucun travail ne pourra être effectué sans l'émission d'un Ordre de Service conformément à l'application de l'article 1.21 du présent CCAP et dans les conditions fixées par l'article 14 du CCAG-Travaux.

#### 4.1.4 Application de la Taxe à la Valeur Ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et de l'acompte pour solde sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général, en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements.

## 4.2 Forme et variation des prix LOT 2

### 4.2.1 Forme des prix

L'accord-cadre fait l'objet d'une base de prix de référence non plafonnés et non limitatifs. Les offres remises lors de la survenance du besoin dans chaque marché subséquent doivent être en cohérence avec ces prix (majorés des révisions d'indices actualisés par les



titulaires)).

Concernant le scénario de l'analyse des offres de l'accord-cadre, il fixe les prix du marché subséquent lié à ce scénario, besoin déjà défini et qui fera l'objet du 1er marché subséquent dès notification de l'accord-cadre de l'attributaire arrivé en 1<sup>re</sup> position au classement des offres.

#### 4.2.2 Variation des prix

Sans objet.

## 5. Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles

Lorsque la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que les parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, une suspension de tout ou partie des prestations sera prononcée par l'acheteur.

Lorsque la suspension sera demandée par le titulaire, l'acheteur se prononcera sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Les dispositions de l'article 53.3 du CCAG Travaux seront applicables.

## 6. Garanties contractuelles applicables à l'accord-cadre et aux marchés subséquents du lot 2

### 6.1 Délais de garantie

Le délai de garantie prévu à l'article 44.1 du CCAG Travaux ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière.

Les éventuels constats d'achèvement partiel de travaux ne font pas courir le délai de garantie qui ne court qu'à compter de la date d'effet de la réception de l'ensemble des travaux. Le titulaire reste ainsi tenu par son obligation contractuelle à l'égard du maître d'ouvrage.

Ainsi, l'entrepreneur garantit pendant UN AN à compter de cette date, le bon fonctionnement de tous les équipements et ouvrages mis en place (**garantie de parfait achèvement**).

Le Titulaire restera responsable des installations réalisées par ses soins jusqu'à l'expiration du délai de garantie. Au titre de cette responsabilité, il doit :

- Exécuter les travaux et prestations éventuelles de finition ou de reprise ;
- Remettre en état ou remplacer toutes parties d'ouvrages ou toutes pièces qui seraient reconnues défectueuses, soit par vice de construction, défaut de matière ou de pose ;
- Procéder, le cas échéant, aux travaux confortatifs ou modificatifs dont la nécessité serait apparue à l'issue des épreuves effectuées conformément au CCTG.

#### 6.1.1 Prolongation du délai de garantie

Si à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement, le Titulaire n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations consécutives à tout désordre observé, le délai de garantie de parfait achèvement sera prolongé jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestations permettant le fonctionnement nominal des ouvrages. Le report ainsi possible de la fin de la période de parfait achèvement est limité à 1 an (soit 2 ans après la réception des ouvrages).

Au-delà, le Maître d'ouvrage se réserve le droit de relever le Titulaire de ses obligations et de faire exécuter les travaux restants à ses frais et risques.

#### 6.1.2 Garantie décennale

Le Titulaire est tenu à la garantie décennale prévue aux articles 1792 et 1792-4-1 du Code Civil

#### 6.1.3 Garanties particulières

Sans objet

## **7. Assurances applicables à l'accord-cadre et aux marchés subséquents du lot 2**

L'entrepreneur est tenu, pendant toute la durée des travaux, de garantir à ses frais son matériel, ses installations, les matériaux approvisionnés par lui et les équipements qu'il aura exécutés contre tous vols, détournements, dégradations ou destructions de toutes natures et d'indemniser personnellement tous tiers du préjudice qui pourrait être occasionné de ces faits.

Il ne sera alloué à l'entreprise aucune indemnité en raison des pertes, avaries ou dommages occasionnés par négligence, imprévoyance, défauts de moyens ou fausses manœuvres.

L'entrepreneur (ou chaque Entrepreneur cotraitant) est tenu de justifier qu'il a contracté, tant pour lui-même que pour ses sous-traitants, dans un délai de quinze (15) jours à compter du lendemain de la date de réception de la notification du marché et avant tout début d'exécution, les polices d'assurances suivantes :

### **7.1 Assurance responsabilité civile professionnelle (autre que responsabilité décennale des constructeurs)**

La police de Responsabilité Civile Professionnelle couvrira les conséquences pécuniaires des dommages de toutes natures, corporels, matériels ou immatériels causés aux tiers, soit par le personnel salarié en activité de travail ou par le matériel d'entreprise ou d'exploitation, soit du fait des travaux, soit encore du fait d'incidents survenus après la fin des travaux, mettant en cause la responsabilité de droit commun de L'entrepreneur (article 1382 et suivants du Code Civil) en cours de travaux et pendant la période de responsabilité décennale pour les ouvrages concernés et, s'il y a lieu, la période de garantie de parfait achèvement pour les éléments d'équipement.

Le montant de la garantie souscrite doit être suffisant pour faire face à tout sinistre susceptible d'intervenir consécutivement à ces travaux.

## **7.2 Police(s) de Responsabilité Décennale**

Conformément aux articles A243-1 à A243-5 du Code des assurances le Titulaire du présent accord-cadre devra attester d'une assurance de responsabilité décennale applicable aux travaux d'étanchéité.

Cette police sera obligatoirement par capitalisation et sera établie pour le ou les ouvrages concernés.

L'entrepreneur est tenu de fournir au Maître d'ouvrage, des copies des polices d'assurances exigées, ainsi que les attestations des assurances précisant que les polices sont en cours de validité.

Les attestations d'assurance décennale devront clairement établir qu'elles couvrent bien les catégories d'ouvrages faisant l'objet du marché, que ces ouvrages relèvent ou non de l'assurance construction obligatoire (loi du 4 Janvier 1978).

Elles devront indiquer clairement :

- La date d'échéance annuelle des contrats ;
- Le montant des garanties accordées par sinistre ;
- Le montant des franchises éventuellement laissées à la charge de l'assuré.

Il est précisé que le Maître d'ouvrage subordonnera l'ordre de service de démarrage des travaux à la fourniture, par l'entrepreneur intéressé, des justifications exigées au titre de l'ensemble du présent article.

Tout versement d'acompte sur situations de travaux pourra être différé si l'entrepreneur ne peut fournir les justifications demandées en matière d'assurance et aucun règlement pour solde ne sera effectué auprès de quiconque sans la production de la police d'assurance, régularisée et de l'attestation, par l'assureur, du paiement de la prime.

## **8. Dispositions diverses**

### **8.1 Absence ou insuffisance de garantie du titulaire**

Le titulaire s'interdit formellement de mettre en œuvre des techniques non courantes, ou sans avis technique, ou non agréées par les assureurs sans accord préalable et écrit du maître d'ouvrage et en toute hypothèse les surprimes qui en résulteraient éventuellement pour le maître d'ouvrage au titre des polices qu'il souscrit seront intégralement répercutées sur le titulaire concerné et recouvrée par prélèvement sur les sommes qui lui seront dues au titre de son accord-cadre.

De même, le titulaire supportera toute surprime éventuelle due à une absence de qualification professionnelle reconnue ou à une absence ou insuffisance de garantie.

### **8.2 Incidence des polices souscrites par le maître d'ouvrage**

La souscription par le maître d'ouvrage de l'ensemble des polices mentionnées à l'article *Assurance des travaux* ci-dessus est sans incidence sur les risques et responsabilités assumés par le titulaire et s'il y a lieu les membres du groupement et découlant des lois, règlements, normes et obligations contractuelles.

Les garanties souscrites par le maître d'ouvrage n'apportent à cet égard aucune modification et le titulaire et s'il y a lieu les membres du groupement renoncent à exercer tous recours contre le maître d'ouvrage eu égard notamment au contenu et au fonctionnement de ces polices.

Ainsi en ce qui concerne les risques qui n'entreraient pas dans les garanties limitativement énumérées ci-avant, l'attention du titulaire et s'il y a lieu les membres du groupement est attirée sur la nécessité de maintenir les divers contrats d'assurance s'y rapportant, ainsi que les montants de garanties supérieurs qu'ils pourraient considérer comme nécessaires.

Ils s'engagent en outre à répercuter l'ensemble de leurs obligations d'assurance à leurs sous-traitants.

### 8.3 Sinistres

En cas de sinistre en cours de chantier, le titulaire et s'il y a lieu les membres du groupement ne pourra s'opposer à l'accès sur les lieux du sinistre des assureurs couvrant la responsabilité professionnelle des réalisateurs, des fabricants au sens de l'article 1792-4 du Code Civil, des fournisseurs et du contrôleur technique.

Le titulaire ne pourra s'opposer à ce que ses assureurs ainsi que l'assureur de la police dommages - ouvrage constatent l'état d'exécution des travaux de réparation des dommages ayant fait l'objet d'une indemnisation après sinistre.

## 9. Résiliation de l'accord-cadre et des marchés subséquents

### 9.1 Concernant le LOT 1

#### 9.1.1 Résiliation pour motif d'intérêt général de l'accord-cadre

Le Maître d'ouvrage peut mettre fin à tout moment au présent accord-cadre, pour motif d'intérêt général. Il notifie pour ce faire sa décision motivée au Titulaire, par tout moyen écrit permettant d'attester une date certaine, en respectant un préavis de 15 jour calendaire à compter de la date de notification de la décision au Titulaire. La résiliation prend effet à l'expiration de ce préavis, ou à une date ultérieure mentionnée dans la décision de résiliation.

La résiliation de l'accord-cadre n'emporte pas automatiquement celle des commandes qui seraient encore en cours d'exécution à la date de sa résiliation, sauf mention contraire expresse du Maître d'ouvrage portée dans la décision de résiliation. En ce cas, il respecte en outre la procédure de résiliation fixée à l'article 36.1.2 ci-dessous.

Par dérogation aux articles 49 et 50.4 du CCAG, la résiliation du seul accord-cadre n'ouvre droit à aucune indemnité au profit du Titulaire.

### 9.1.2 Résiliation pour motif d'intérêt général d'une commande en cours

La résiliation d'une commande est prononcée selon les modalités prévues à l'article 51 du CCAG.

Le Maître d'ouvrage convoque le Titulaire en respectant un préavis de 5 jours ouvrés, afin de procéder aux constatations relatives aux ouvrages et parties d'ouvrages exécutés, à l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi qu'à l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier. Il en est dressé le procès-verbal conformément à l'article 51.1.1 du CCAG.

La commande est réputée résiliée à la date de signature de ce procès-verbal par le Maître d'ouvrage.

Le décompte de résiliation établi selon l'article 51.2.2 du CCAG est transmis au Titulaire dans les deux mois suivant la date de résiliation.

## 9.2 Concernant le lot 2

### 9.2.1 Éviction d'un titulaire de l'accord-cadre

L'acheteur se réserve la possibilité d'évincer, sans indemnité aucune, un titulaire de l'accord-cadre, au cas où celui-ci aurait manqué à l'un de ses engagements ou obligations suivants :

Pour absence de remise d'offres ou remise d'offres inappropriées ou non conformes à plusieurs reprises (3 fois) pour les marchés subséquents ;

Pour exécution défaillante d'un ou plusieurs marchés subséquents ;

### 9.2.3 Résiliation de l'accord-cadre

L'acheteur se réserve la possibilité de résilier le présent accord-cadre, sans indemnité aucune, dans l'un des cas d'insuffisance de concurrence suivants :

Offres pour les marchés subséquents, de la part de l'ensemble des titulaires du présent accord-cadre, inappropriées ou non conformes ou au-dessus de l'évolution des indices de prix du secteur concerné, sans justification spécifiques par rapport aux prestations concernées ;

Éviction d'un trop grand nombre de titulaires du présent accord-cadre en application de l'article *Éviction d'un titulaire de l'accord-cadre* ci-dessus

### 9.2.4 Effets de la résiliation de l'accord-cadre sur les marchés subséquents

La notification de la décision de résiliation de l'accord-cadre emporte résiliation du marché subséquent en cours d'exécution sauf si cette décision prévoit une date d'effet ultérieure.

### 9.2.5 Résiliation des marchés subséquents

Les dispositions des articles 49 à 52 du CCAG sont applicables aux marchés subséquents.

### 9.2.6 Résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général

Le Maître d'ouvrage peut mettre fin à tout moment au présent accord-cadre, pour motif

d'intérêt général. Il notifie pour ce faire sa décision motivée au Titulaire, par tout moyen écrit permettant d'attester une date certaine, en respectant un préavis de 15 jours calendaires à compter de la date de notification de la décision au Titulaire.

La résiliation prend effet à l'expiration de ce préavis, ou à une date ultérieure mentionnée dans la décision de résiliation.

La résiliation de l'accord-cadre n'emporte pas automatiquement celle des marchés subséquents qui seraient encore en cours d'exécution à la date de sa résiliation, sauf mention contraire expresse du Maître d'ouvrage portée dans la décision de résiliation.

En ce cas, il respecte en outre la procédure de résiliation fixée à l'article 36.2.3 et 36.2.4 ci-dessus.

Par dérogation aux articles 49 et 50.4 du CCAG, la résiliation du seul accord-cadre n'ouvre droit à aucune indemnité au profit du Titulaire.

### **9.3 Résiliation de l'accord-cadre pour faute (pour les 2 lots)**

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application des articles 50.3 du CCAG Travaux avec les précisions suivantes :

- Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.
- En complément à l'article 50.3 du CCAG travaux, en cas de non production dans les 8 jours de l'acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus, présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus, de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus, et après mise en demeure du sous-traitant de rang 1 et plus et du titulaire du marché, restée sans effet dans un délai fixé, par dérogation à l'article 52.1 du CCAG Travaux, à 8 jours, le marché sera résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.
- En cas de non-respect, par le titulaire ou de l'un ou l'autre des cotraitants dans le cas d'un groupement d'entreprises, des obligations visées à l'article 5 de l'acte d'engagement relatives à la fourniture des pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et 8 et D. 8254-2 à 5 du Code du travail, et après mise en demeure restée sans effet, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La mise en demeure sera notifiée par écrit et assortie d'un délai. À défaut d'indication du délai, et par dérogation à l'article 52.1 du CCAG Travaux, le titulaire ou le cotraitant dispose de 8 jours à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci et fournir les justificatifs exigés ou présenter ses observations.

En cas d'inexactitude des renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et suivants du Code de la commande publique et aux articles D. 8254-2 à 5 du Code du travail fournis par le titulaire ou l'un ou l'autre des cotraitants dans le cas d'un groupement d'entreprises, lors de la consultation ou de l'exécution du marché, le

marché ou la part de marché correspondante sera, résilié sans mise en demeure à leur frais et risques.

## **10. Conditions d'indemnisation**

Dans l'hypothèse où les marchés subséquents ne seraient pas attribués à l'un des titulaires du présent accord-cadre, quelle qu'en soit la raison, aucun titulaire ne pourra bénéficier d'une quelconque indemnité.

## **11. Clauses complémentaires**

Le Titulaire s'engage à conserver confidentielles les informations qui lui sont communiquées à l'occasion de la passation et de l'exécution du marché.

Ces informations ne peuvent faire l'objet d'aucune divulgation à des tiers ou à des membres du personnel du Titulaire non appelé à participer à l'exécution des prestations ou travaux, sauf si leur divulgation est nécessaire en raison d'obligations légales, comptables ou réglementaires échappant au contrôle du titulaire.

En outre, dès l'échéance du terme contractuel ou à la date d'effet de la résiliation du marché, le Titulaire cesse toute exploitation active des informations de l'administration.

## **12. Droit et langue**

En cas de différends entre les parties, la loi française est seule applicable.

Le Tribunal compétent est celui d'exécution des prestations.

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Toulon est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Pour tout différend survenant à l'occasion de l'application des stipulations du accord-cadre, il sera fait application de l'article 55 du CCAG Travaux.

En cas de litige relatif à l'exécution de la délégation, le droit français est seul applicable et les tribunaux français sont seuls compétents.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. en précisant son n° de TVA intracommunautaire ainsi que celui de l'université.

La monnaie de compte du marché est l'euro

## **TITRE 2 - DISPOSITIONS RELATIVES AU LOT 1 – BONS DE COMMANDE**

### **13. Modalités de consultation, de passation et de répartition des bons de commande**

#### **13.1 Durée et délai d'exécution des bons de commande**

##### **13.1.1 Délais des bons de commande**

L'émission des bons de commande ne peuvent se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre ; le délai d'exécution du dernier bon de commande ne peut dépasser de plus 3 mois la date de fin de validité de l'accord-cadre.

##### **13.1.2 Délai d'exécution des bons de commandes**

Le délai d'exécution est indiqué dans les bons de commande.

Le délai d'exécution de chaque bon de commande part de la date de leur notification.

Le délai d'exécution des travaux est conforme au devis accepté par le maître d'ouvrage fixant la date de passation de la commande. Les modalités sont précisées à l'article 13.3 à 13.5 ci-dessous.

Les travaux préparatoires sont inclus dans ce délai sauf mention contraire dans le BC.

#### **13.2 Support de communication et échanges des informations pendant l'exécution du marché**

Les échanges entre le Maître de l'Ouvrage et les Titulaires dans le cadre de la préparation, de la consultation et de la passation des bons de commande sont écrits. Ils peuvent être transmis sur tout support, y compris dématérialisé, par E-mail de préférence, permettant d'attester une date certaine.

En précision de l'article 3 du CCAG TX, les moyens de communication complémentaires acceptés sont les suivants :

- Le courriel électronique ;

Et hors fermeture de l'établissement (fermeture fin d'année et estivale) :

- La remise contre récépissé daté ;
- La lettre recommandée avec accusé de réception postal ;
- La lettre par Chronopost avec récépissé du destinataire ;
- La lettre recommandée électronique transmise par la Poste.

Le Titulaire s'engage, à ce titre, à vérifier régulièrement les mails qui lui sont adressés à l'adresse électronique inscrite dans son acte engagement, et à la maintenir en parfait état de fonctionnement jusqu'au terme de l'accord-cadre.

Il s'interdit en conséquence d'arguer d'un quelconque dysfonctionnement de son logiciel de gestion de courriels pour justifier du non-respect d'un délai fixé au présent accord-cadre.

Ces moyens doivent être utilisés tant par les Titulaires que par le Maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre, notamment pour la communication d'ordre de services ; ou pour les



réserves émises par l'entreprise en cours de travaux.

### 13.3 Consultation des titulaires selon les modalités de répartition prévues à l'article 13.5 ci-dessous

#### 13.3.1 Travaux ordinaires

Le Titulaire, consulté par le Maître de l'Ouvrage à la survenance du besoin, procède sous 3 jours ouvrés à une visite des lieux objet de la consultation, à compter de la date de réception de la demande du Maître de l'Ouvrage y afférent.

Ladite demande contient, le cas échéant, les conditions particulières d'exécution.

Le Titulaire remet ensuite, sous cinq jours ouvrés à compter de la date de visite, son devis pour l'exécution du besoin considéré.

#### Discussion préalable à la réalisation du devis

Une discussion s'engage avec le maître de l'ouvrage sur le contenu du devis (métrés, application des prix unitaires, délais, contraintes particulières d'exécution...). La proposition transmise engage le Titulaire pour une durée de 30 jours calendaires à compter de sa date de réception par le Maître de l'Ouvrage, ou de sa date de réception après discussion, le cas échéant.

Les devis ainsi transmis, établis selon le modèle joint par le Titulaire à l'appui de son offre et accepté par le Maître de l'Ouvrage, contiennent à minima :

- L'objet et l'étendue des travaux à exécuter ;
- Le délai d'exécution de ces travaux, à compter de la date de passation de la commande, dans les conditions fixées au présent CCAP commun ;
- Les prix unitaires et/ ou forfaitaire consenti pour l'exécution des prestations selon application du BPU.

Le prix consenti dans chaque devis devient ferme, forfaitaire et définitif.

#### 13.3.2 Travaux passés en urgence

En cas de travaux considérés comme urgent par le Maître de l'Ouvrage et nécessitant une prise en charge rapide du Titulaire, il intervient, à compter de la demande d'intervention transmise par le Maître de l'Ouvrage, sous 48 heures.

Le Maître de l'Ouvrage établit à cette occasion une estimation des travaux à réaliser, qu'il communique au Titulaire au moyen d'un bon de commande.

A la suite de son intervention, le Titulaire produit au Maître de l'Ouvrage, dans les conditions fixées à l'article précédent, le devis y afférent sous cinq jours ouvrés. Il y justifie, le cas échéant, l'ensemble des écarts établis par rapport à l'estimation initialement transmise par le Maître de l'Ouvrage.

Si le Maître de l'Ouvrage l'accepte, il notifie au Titulaires la décision dans les 30 jours calendaires suivant la remise du devis, dans les conditions fixées ci-dessus. En cas de refus de la part du Maître de l'Ouvrage, l'opération est ajournée.

### 13.4 Bons de commande

Si le Maître de l'Ouvrage accepte le devis, à l'issue de la discussion le cas échéant, il notifie au Titulaire la commande par transmission, par tout moyen écrit, y compris dématérialisé, permettant d'attester une date certaine, d'un bon de commande, émis dans les conditions ci-après, reprenant les éléments du devis ou y faisant directement référence (N° de devis).

Les bons de commande sont des documents écrits, signés par la Directrice du patrimoine et des Services Techniques ou tout autre personne ayant délégation.

Ils contiennent à minima :

- La référence du marché (25-09 LOT 1) ;
- Le nom du Titulaire ;
- La désignation des travaux commandés ;
- La référence du devis présenté par le Titulaire ;
- Le(s) prix unitaire(s) HT ;
- La quantité telle qu'elle est définie au BPU ;
- Le montant HT et TTC de la commande ;
- La date de commande ;
- Le lieu et la date/heure du début d'exécution, le cas échéant ;
- Le délai d'exécution ;
- L'adresse de facturation.

### 13.5 Modalités de répartition des bons de commande par titulaires retenus de l'accord-cadre

Les bons de commande seront attribués en cascade aux titulaires retenus (maximum 3), de la manière suivante :

- Le premier titulaire, dont l'offre aura obtenu la meilleure note à l'issue de la consultation, sera le prestataire principal de l'accord-cadre. L'université le sollicitera en premier pour toute commande.

**Modalités pour tous les titulaires de l'accord-cadre après discussion préalable cf. article 13.3 :**

- Le titulaire doit accuser réception du bon de commande dans un délai maximum de 4h, dans le cas contraire et passé ce délai, la commande sera réputée reçue par le titulaire.

- Le titulaire disposera ensuite **d'un délai de réponse de 24 heures** pour revenir vers l'université et confirmer ou non qu'il est en mesure de réaliser les prestations et dispose des matériels en stocks, **justifié par un courriel** :

- Dans l'affirmative, il devra alors procéder à la réalisation de travaux dans les délais fixés au bon de commande conformément aux délais contractuels indiqués au cadre

du mémoire technique. Il devra sous 5 jours ouvrés maximum transmettre le devis, puis fixer la date d'intervention ne devant pas dépasser 10 jours.

- Si le devis n'est pas fourni sous 5 jours ouvrés, et/ou la date d'intervention n'est pas fixée, le bon de commande sera annulé et attribué à l'attributaire suivant selon le classement des offres.
- Dans la négative (impossibilité d'intervention ou non-disponibilité de matériels en stocks...) **justifiée par l'envoi d'un courriel ou par tout autres moyens donnant date certaine, ou en cas de non-réponse**, la prestation sera automatiquement annulée pour être attribuée aux autres titulaires de l'accord-cadre par ordre de classement des offres.

**- Lorsque le titulaire peut réaliser les travaux demandés dans le bon de commande :**

Il devra alors assurer la totalité des prestations demandées.

Dans le cas où aucun des titulaires ne donneraient suite aux demandes de l'université, et notamment en cas d'urgence, l'université peut s'adresser à un prestataire autre que le ou les titulaires de l'accord-cadre, pour autant que le montant cumulé de tels travaux ne dépasse la somme de 8000 Euros HT sur l'année, pouvant concerner des recherches de fuites ou des petites réparations.

Les différents titulaires se verront attribuer les bons de commande en fonction des besoins de la personne publique, sans obligation de répartition concernant le montant ou quantité minimum.

Il sera fait application des prix proposés dans l'accord cadre.

**En cas d'attributaire unique (accord cadre mono-attributaire) :**

Le titulaire se verra attribuer les bons de commande en fonction des besoins de la personne publique.

Il sera fait application des prix proposés dans l'accord cadre et des délais contractuels du cadre de mémoire technique et de l'acte d'engagement.

## **14. Prix et mode d'évaluation des ouvrages - Variation dans les prix - Règlement des comptes**

### **14.1 Répartition des paiements**

Sans objet.

### **14.2 Tranche(s) OPTIONNELLE(S)**

Sans objet.

### **14.3 Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes**

### 14.3.1 Les prix du marché sont établis hors T.V.A.

Ils tiennent compte, de façon générale, de toutes les dépenses et de toutes les sujétions d'exécution des travaux visées à l'article 9-1 du CCAG-TX et notamment de celles qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les travaux ainsi que, de façon particulière, de toutes les sujétions, aléas et prestations diverses laissées à la charge de l'entrepreneur aux termes du présent C.C.A.P commun., du C.C.T.P commun., et des autres pièces particulières du de l'accord-cadre.

En considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après lorsqu'ils ne dépassent pas les intensités limites suivantes :

Nature du phénomène	Durée	Intensité limite du phénomène
Pluie	Sur la durée de l'évènement	+ de 20 mm en 1 heure
Vent	En continu sur 24 h	70 km/h
Neige	Sur la durée de l'évènement	Persistance et supérieur à 50 cm
Température	≥48 h	Inférieur à -8°C

Le poste météorologique de référence est la station la plus proche du lieu des travaux.

### 14.3.2 Unité monétaire

Les factures doivent être libellées en Euros.

### 14.3.3 Rémunération

Les ouvrages et prestations faisant l'objet du marché seront réglés par application du produit des prix unitaires indiqués dans le **Bordereau de Prix Unitaire (BPU)** par les unités/quantités réellement exécutées.

Le BPU se décompose en 12 catégories de travaux :

- Installations - Préparations - Sécurité
- Accès en hauteur - Levage - Approvisionnement - Evacuation
- Plaques PST ou TAN
- Etanchéité
- Evacuation des Eaux Pluviales (EP)
- Ouvrages métalliques pour tous types de toiture
- Travaux d'entretien, de mise en sécurité et de petite réparation d'étanchéité
- Protections de sécurité permanentes
- Lanterneau - Exutoire
- Travaux connexes
- Intervention étanchéité sur toiture munie d'une végétalisation existante
- Intervention étanchéité sur toiture munie d'une installation de panneau photovoltaïque

*Nota : Cette énumération n'a aucun caractère limitatif (au titre du présent marché, l'ensemble des travaux liés à l'étanchéité et ses travaux connexes nécessaires au parfait achèvement des ouvrages peut être commandés au titulaire). Les travaux définis au présent accord-cadre s'appliquent aussi bien aux ouvrages existants qu'à ceux qui seront construits ou incorporés au parc immobilier du don-neur d'ordre.*

Le prix indiqué sur le devis de l'entreprise défini à l'issue de l'application de ce BPU aux quantités et validées par le maître de l'ouvrage devient le prix global forfaitaire et définitif.

Le Titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux ; il reconnaît avoir, notamment, avant la remise de son acte d'engagement :

- Pris connaissance complète et entière du terrain et de ses abords, ainsi que des conditions d'accès et des possibilités de desserte en voirie et réseaux divers et de tous éléments généraux ou locaux en relation avec l'exécution des travaux ;
- Apprécié toutes difficultés inhérentes au site, aux moyens de communication, aux ressources en main-d'œuvre ;
- Interprété la solution technique dans son contenu comme la prescription d'un produit fini dont toutes les adaptations au support existant sont comprises ;
- Apprécié les délais de réalisation et, par conséquent, les délais de location des matériels nécessaires et suffisants à l'exécution du bon de commande (travaux) ;
- Contrôlé les indications des documents du dossier de consultation et fait constater les erreurs ou commissions ;
- Pris tous les renseignements complémentaires nécessaires auprès du Maître d'Ouvrage et auprès de tous services et autorités compétents ;
- Apprécié que les travaux ne doivent pas altérer les conditions du fonctionnement de l'université (notamment les cours, examens, etc.) ;
- Apprécié les incidences résultant des demandes et observations de la maîtrise d'ouvrage, du bureau de contrôle, du coordonnateur SPS et de la maîtrise de chantier ;
- Prévu tous les menus ouvrages nécessaires à la bonne finition de ses ouvrages suivant les règles de l'art ;
- Apprécié les frais résultants de l'application du Plan Général de Coordination (PGC).

Dans le cas des interventions programmées ou des travaux de réfection, il lui appartient donc d'apprécier l'importance et la nature des travaux à effectuer et de suppléer par ses connaissances techniques aux détails dont l'emplacement, la nature ou la qualité serait implicitement prévus dans une réalisation normale des travaux.

L'entreprise devra réaliser ses propres métrés et chiffrage à chaque besoin de l'Université de Toulon. Le Titulaire demeure entièrement responsable des désordres provoqués par l'exécution de l'ensemble des Travaux.

Conformément au C.C.T.P commun, le Titulaire prendra sur chaque lieu de travail toutes les mesures d'ordre, de sécurité et d'affichage, propres à éviter tout accident tant à l'égard de son personnel que des tiers.

Il aura complété le CCTP commun et les plans dans leurs moindres détails après avoir pris connaissance des documents remis par le Maître d'ouvrage, plans, coupes, élévations, détails, Cahier des Charges et Conditions Particulières, et après avoir pris

tous renseignements complémentaires auprès de ce dernier, ainsi que s'être rendu sur place

#### 14.3.4 Modalités de règlement des comptes et présentation des factures

Les ouvrages et prestations faisant l'objet du présent accord-cadre seront réglés suivant l'avancement des prestations.

Les projets de décomptes mensuels et généraux seront présentés, selon un modèle à soumettre à l'agrément du Maître d'Œuvre, dans les conditions fixées par l'article 12 du CCAG-TX.

Les projets de décomptes mensuels seront remis au Maître d'Œuvre via le portail Chorus Pro, en 1 exemplaire, pour le 10 du mois suivant l'exécution des travaux.

Les demandes de paiement seront présentées conformément à l'article 12.1 du C.C.A.G.-Travaux. Les acomptes seront réglés mensuellement.

#### 14.3.5 Transmission des demandes de paiement

Conformément aux articles L. 2192-1 à L. 2192-3 du Code de la commande publique, les opérateurs économiques doivent transmettre leurs factures sous forme électronique. Pour ce faire, ils doivent utiliser le "portail public de facturation" nommé Chorus Pro via l'url : <https://chorus-pro.gouv.fr>

L'identifiant SIRET de l'acheteur nécessaire au dépôt d'une facture dans le portail Chorus Pro est le suivant : 19830766200017.

Les factures afférentes au marché devront obligatoirement comporter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- La date d'établissement de la facture,
- Les noms et adresses du créancier, ainsi que le numéro d'immatriculation SIRET
- Le numéro IBAN et le code BIC/SWIFT de son compte bancaire ou postal,
- Le numéro de l'accord-cadre et le lot
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ( 45000XXXXX) ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique
- La date et le numéro de l'ordre de service, le cas échéant
- Les travaux exécutés avec mention des références précises (codification mentionnée dans la pièce financière et intitulé des travaux),
- Le montant hors T.V.A. des travaux exécutés, éventuellement révisé,
- Le taux et le montant de la TVA,
- Le montant total toutes taxes comprises des travaux exécutés.

Les factures devront être accompagnées en pièces jointes de la transmission électronique des justificatifs suivants :

- justificatif de l'attachement de la facture
- formulaire de réception des travaux ;
- PV de réception pour le matériel

#### 14.3.6 Approvisionnements

Ils devront répondre aux spécifications du C.C.T.P. commun

#### 14.3.7 Augmentation ou diminution dans la masse des travaux liées à la nature des sols

Par dérogation aux articles 14, 15 et 16 du CCAG-TX, les variations dans les quantités indicatives portées au détail-estimatif et dépendant de la nature des sols rencontrés lors des travaux, ne donnent pas lieu à l'application des indemnités qui sont prévues aux 14.3, 15.1 et 16.2 desdits articles.

#### 14.3.8 Variation dans la masse des travaux

Les ouvrages et prestations commandés en supplément ou en déduction devront faire l'objet, sur proposition d'un devis complémentaire du Titulaire, d'un ordre de service du Maître d'Ouvrage ou d'un avenant au bon de commande.

Lesdits ouvrages et prestations seront rémunérés suivant les dispositions ci-après, par ordre de priorité décroissant :

- Par application des prix unitaires dont le libellé est détaillé dans le BPU ;
- Les métrés et quantités ayant fait l'objet d'une discussion préalable entre le Maître d'œuvre et le titulaire.

### 14.4 Paiements des membres d'un groupement et des sous-traitants ayant droit au paiement direct

Les paiements sont répartis entre le titulaire, les membres du groupement ou sous-traitants payés directement comme indiqué dans l'acte d'engagement et son annexe en cas de besoin.

En cas de groupement, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement solidaire, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des membres, si la répartition des paiements est identifiée à l'acte d'engagement. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet la répartition des paiements pour chacun des membres du groupement. L'acceptation d'un règlement à chacun des membres solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des membres.

Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct seront subordonnés à l'indication dans le projet de décompte de la somme à prélever sur celles qui sont dues au titulaire ou au membre du groupement concerné par la partie de la prestation exécutée.

Le paiement du sous-traitant sera effectué sur la base de la demande de paiement adressée, par le sous-traitant, au maître d'ouvrage et libellée en son nom, ou, de l'acceptation totale ou partielle de la facture du sous-traitant par le titulaire, dans les conditions visées aux articles R. 2193-10 à R. 2193-22 du Code de la commande publique. Ces dispositions sont applicables aux demandes de paiement en cours du contrat et pour solde du contrat de sous-traitance.

### 14.5 Délais de paiement et intérêts moratoires

Les délais dont dispose le maître d'ouvrage pour procéder au paiement sont fixés à 30 jours.

Le défaut de paiement des avances, des acomptes, des règlements partiels définitifs ou du solde dans le délai fixé par le marché donne droit à des intérêts moratoires, calculés à compter du lendemain de l'expiration dudit délai (ou de l'échéance prévue par le marché) jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse (article R. 2192-32 du Code de la commande publique).

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

#### **14.6 Formes particulières de l'envoi des projets de décomptes mensuels et final**

L'entrepreneur envoie au Maître d'Œuvre selon les modalités indiquées au 14.3.4 ci-dessus son projet de décompte, accompagné d'une demande de paiement sur papier à en-tête comportant les indications suivantes :

- La désignation des parties contractantes du marché (Titulaire et Maître de l'Ouvrage) et, le cas échéant, des cotraitants et sous-traitants payés directement ;
- La référence du marché (25-09 Lot 1) et du bon de commande (45000XXXXX), du poste concerné, la date du marché et, éventuellement, de chacun des avenants et actes spéciaux ;
- L'objet succinct du marché ;
- La période au cours de laquelle ont été exécutés les travaux qui font l'objet de la demande de paiement.

## **15. RETENUE DE GARANTIE**

Sans objet.

## **16. Avance**

Sous réserve des conditions prévues aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique, une avance est versée au titulaire sauf indication contraire portée dans l'acte d'engagement et au bon de commande (si avance dérogatoire).

Conformément à l'article 10.1 du CCAG, l'option retenue pour les avances est l'option A.

Ainsi :

- Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du Code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 est fixé à 30 %.
- Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du Code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 5 %.



Ces renseignements seront donnés dans le formulaire DC2 au cadre C1.

Conformément à l'Article R2191-16 du CCP, l'avance sera versée en fonction du montant de chacun des bons de commande, sous réserve que le montant du bon de commande soit supérieur à 50 000 € HT et que sa durée d'exécution soit supérieure à 2 mois.

En précision à l'article R2191-4, le pouvoir adjudicateur pourra, selon la nature des travaux, accorder une avance dérogatoire dans le cas où celle-ci n'est pas obligatoire. Cette disposition n'est aucunement obligatoire ou systématique, elle est à la discrétion du pouvoir adjudicateur.

En tout état de cause, l'avance ne pourra excéder 30 % du montant du bon de commande.

Le montant de l'avance sera toujours indiqué dans le bon de commande. En précision de l'article R2191-11, le remboursement de l'avance par l'entreprise s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par celui-ci atteint 50 % TTC du montant total du bon de commande.

Le titulaire pourra refuser le versement de l'avance dans le bon de commande valant d'engagement.

## 17. PENALITES

### 17.1 Pénalités – Dispositions générales

Les samedis, les dimanches et les jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des pénalités.

**Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux**, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 300 € HT pour l'ensemble de l'accord-cadre.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG Travaux, les pénalités ne sont pas plafonnées.

**Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG Travaux**, aucune mise en demeure n'est nécessaire en cas d'application des pénalités stipulées au présent accord-cadre, elles sont encourues sur simple constatation du maître de l'ouvrage.

Les pénalités stipulées au présent accord-cadre s'appliquent sur décision du maître de l'ouvrage, lequel peut toujours renoncer à en faire usage ou décider de ne les appliquer qu'en partie. La renonciation totale ou partielle à l'application d'une pénalité n'empêche pas le maître d'ouvrage de faire application ultérieurement de la pénalité considérée si le titulaire s'expose à une nouvelle pénalité.

### 17.2 Pénalités de retard et autres pénalités

Pénalités	Délais de transmission	Pénalités applicables en € HT
17.2.1 Retard dans les délais d'exécution des travaux	Cf. bon de commande - OS	<b>Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG Travaux</b> , qu'il s'agisse d'un bon de commande/OS, les pénalités

		encourues en cas de dépassement des délais contractuels sont de 1/300 <sup>ème</sup> du montant HT de la totalité du bon de commande, par jour de retard.
	La durée du retard s'apprécie en jours calendaires, à compter du lendemain du jour initialement fixé pour la date de fin des travaux telle que à la commande, et jusqu'à la date réelle de fin d'exécution des travaux, c'est-à-dire jusqu'à la date de leur achèvement telle qu'arrêtée par le Maître de l'Ouvrage dans les conditions fixées à l'article 21 Ci-après.	
17.2.2 Non-respect des délais de consultation et de début d'intervention	Cf. art 13 du présent CCAP	Journalière de 50 € HT
	La durée du retard s'apprécie en jours ouvrés, à compter du lendemain du jour initialement prévu pour l'exécution de la prestation considérée, et jusqu'au jour effectif de son exécution.	
17.2.3 Retard dans la remise des documents préalables à l'exécution, en particulier des documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé (ppsp)	Cf. art 20 du CCAP	Par dérogation à l'article 52.1 du CCAG-TX Journalière de 50 € HT
17.2.4 Retard dans la remise des documents d'exécution	Cf. art 20.3	Journalière de 50 € HT
17.2.5 Absence ou retard aux réunions de chantier	Toute Entreprise (y compris sous-traitants) ayant été dûment convoquée par écrit devra être représentée aux réunions de chantier par un des représentants nommément désignés au début des travaux. En cas d'absence sans prévenance ni justification à la réunion de chantier le titulaire encourt, par dérogation à l'article 53.1 du CCAG, une pénalité fixée à 150€.	
17.2.6 Retard à la remise des documents à fournir après exécution	Le défaut de remise du dossier des ouvrages exécutés (DOE) dans un délai de 30 jours calendaire à compter du lendemain du jour initialement prévu pour la remise des documents, et jusqu'au jour de leur remise effective	Journalière de 50 € HT
<p>Le règlement du décompte définitif et les remboursements de la mainlevée des cautions de garantie restent soumis à la production de ces documents, par conséquent le délai de paiement sera interrompu jusqu'à remise au Maître d'ouvrage de ceux-ci.</p> <p>Le Maître d'ouvrage se réserve le droit de suspendre la réception à la fourniture de ces documents</p>		

17.2.7 Non-respect des circuits et des consignes en matière de sécurité	En cas de non-respect des préconisations relatives à la sécurité et délivrées au Titulaire dans les conditions fixées à l'accord-cadre ou à la commande, constaté par un agent du Maître d'ouvrage et notifié au Titulaire par tout moyen écrit permettant d'attester une date certaine, le Titulaire dispose d'un délai de trois heures à compter de ladite notification pour régulariser la situation, et présenter des conditions normales d'exécution. Sans action du Titulaire dans les délais indiqués ci-dessus, le maître d'ouvrage pourra faire exécuter les travaux qui s'imposent auprès d'un tiers, aux frais et risques du Titulaire défaillant.
17.2.8 Incapacité à exécuter une commande	Cf. article 22 du CCAP En cas d'incapacité du Titulaire à exécuter une commande régulièrement conclue par le Maître de l'Ouvrage une pénalité Forfaitaire de 250 € HT est appliquée au Titulaire, à fin d'indemnisation du surcoût engendré au Maître de l'Ouvrage pour désigner une entreprise de substitution. Cette pénalité est versée indépendamment du surcoût éventuellement mis à la charge du Titulaire dans le cadre de l'exercice du droit de substitution par le Maître de l'Ouvrage, de même que des pénalités de retard applicables.
17.2.9 Défaut ou mauvaise gestion des déchets de chantier	En application de l'article 37.3 du CCAG TX le Titulaire encourt une pénalité de 300 € HT (trois cents) en cas de non-respect des dispositions contractuelles et légales relatives à l'évacuation des déchets de chantier.
17.2.10 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	Les stipulations de l'article 37 du CCAG-TX sont applicables. Une pénalité de 300 euros HT par jour ouvrés de retard sera appliquée à compter de la date de réception du chantier. Conformément à l'article 18.1.1 du CCAG-TX, le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux fait partie du délai d'exécution indiqué au devis remis, par le titulaire.
17.2.11 Manquement pour travail dissimulé	Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC du marché. Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé
17.2.12 Manquement aux exigences de propreté du chantier et mesures de développement durable	En cas de non-respect des obligations résultant de l'article 20-8-2, 20-8-4 et 1.16 du présent CCAP concernant l'évacuation, la propreté, les nuisances du chantier constaté par le Maître d'œuvre ou l'acheteur, une pénalité de 300€ par manquement sera appliquée à l'entreprise notamment en cas de :  - Valorisation des déchets

## **18. Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits**

### **18.1 Provenance des matériaux et produits**

Sans objet.

### **18.2 Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt**

Sans objet.

### **18.3 Caractéristiques, qualités vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits**

Le C.C.T.P commun définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCTG-Travaux concernant les caractéristiques et qualités minimales des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

#### **Essais et vérification complémentaire**

Le maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par l'accord-cadre.

Qu'ils soient effectués par l'entrepreneur ou par un tiers, ils sont rémunérés par le Maître d'ouvrage, sauf s'il s'agit de contrôles nécessités par des ouvrages réalisés par l'Entreprise et présentant des anomalies.

### **18.4 Matériaux de type nouveau ou innovant**

Si l'entrepreneur propose d'utiliser des matériaux et fournitures de type nouveau mais d'un niveau de qualité et de performance conforme aux prescriptions du C.C.T.P commun, il en fera la proposition au Maître d'ouvrage qui aura le choix d'accepter ou non cette proposition. Dans la négative, le Titulaire utilisera les matériaux couramment utilisés selon les pratiques d'usage.

Dans l'affirmative, cette proposition fera l'objet d'un avenant ou de l'activation de la clause de réexamen (E) où le Titulaire s'engagera, par écrit, à garantir au Maître d'ouvrage contre la mauvaise tenue de ces matériaux et fournitures pendant le délai de la garantie décennale et prenant effet à la date de réception.

L'inscription de ces matériaux fera l'objet d'une mention complémentaire au BPU initial par voie d'avenant, sauf si une clause de réexamen prévue à cet effet peut être activée.

Cette garantie engage l'entrepreneur dans le cas où, pendant ce délai, la tenue des matériaux et fournitures ne serait pas satisfaisante à les remplacer à ses frais sur simple demande du Maître d'ouvrage par des matériaux et fournitures validés par le Maître d'Œuvre.

### **18.5 Prise en charge, manutention et conservation par L'entrepreneur des matériaux et produits fournis par le Maître de**

## l'Ouvrage

Sans objet.

### 18.6 Inventions, dispositions particulières, brevets

Sans objet.

## **19. IMPLANTATION DES OUVRAGES**

Sans objet.

## **20. PRÉPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX**

### 20.1 Connaissance des lieux et des conditions de travail

Le Titulaire est réputé avoir pris connaissance de la nature et de l'emplacement des travaux, des conditions générales et locales et, particulièrement, des conditions relatives aux moyens de communication et de transport, de stockage des matériaux, aux disponibilités en main-d'œuvre, en eau, en énergie électrique et de toutes conditions physiques relatives au lieu des travaux, à la topographie et à la nature du terrain, aux caractéristiques de l'équipement et à tous les autres éléments pour lesquels des informations peuvent être raisonnablement obtenues et qui pourraient en quelque manière influencer sur les travaux et sur les prix de ceux-ci.

Les conséquences des erreurs et carences du Titulaire dans l'utilisation des renseignements mis à disposition ne pourront que demeurer à sa charge.

### 20.2 Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il ne sera pas fait application de période préparation.

### 20.3 Plans d'exécution – Notes de calcul – Etudes de détail – Documents à fournir par L'entrepreneur

Le présent article complète et précise sur certains points l'article 29 du CCAG-TX.

Le coût d'établissement des plans d'exécution des ouvrages est inclus dans les prix de ces ouvrages.

#### Dans le cas d'une Maîtrise d'œuvre externe :

Les plans d'exécution des ouvrages sont soumis par L'entrepreneur, au visa du Maître d'Œuvre au plus tard dix jours ouvrés avant leur exécution. Ceux-ci seront numérotés, datés et indiqueront clairement qu'il s'agit de plans d'exécution. A cet effet, le Maître d'Œuvre pourra fournir à l'entrepreneur, s'il le souhaite, les fichiers informatiques des documents d'étude si cela peut faciliter sa tâche.

Le délai contractuel comprend la période nécessaire à l'établissement des plans d'exécution.

Aucun travail ne peut débuter sans plan d'exécution dûment visé.

Si en cours de travaux, il manquait des plans d'exécution visés, les travaux seraient suspendus sans interrompre le délai d'exécution.

**Les Etudes d'Exécution des Ouvrages (EXE) comportent :**

Pour les ouvrages linéaires : les spécifications techniques détaillées des matériaux utilisés et de leur mise en œuvre, les notes de calculs de stabilité et de résistance de tous les ouvrages dans les conditions auxquelles ils seront soumis, les plans de coordination éventuels ;

ou les ouvrages spécifiques : les devis quantitatifs détaillés sur la base des plans d'exécution, l'établissement du calendrier prévisionnel d'exécution des travaux.

Elles sont établies par L'entrepreneur et remises, au minimum 10 (Dix) jours ouvrés avant la date prévue pour l'exécution :

- **Au Maître d'Œuvre :**

- Pour information, ou pour examen de conformité au projet si l'élément de mission normalisé « VISA » lui a été confié par le Maître de l'Ouvrage (cf. article 1.10 du C.C.A.P.). Dans ce dernier cas, le Maître d'Œuvre retourne les documents avec ses observations éventuelles et son visa, au plus tard 5 (CINQ) jours ouvrés après leur réception. La délivrance d'un visa ne dégage pas l'Entreprise de sa responsabilité qui reste pleine et entière sur cette phase de la conception des ouvrages ; de plus quelle que soit la mission confiée au Maître d'Œuvre, les Plans d'Ateliers et de Chantiers (PAC) relèvent de la seule responsabilité de l'Entreprise et de sa seule initiative ;

- **Au Contrôleur technique :**

- Pour avis et retour à L'entrepreneur dans les délais qui lui sont fixés par le Maître d'ouvrage (avec copie au Maître d'Œuvre) ;

- **Au Coordonnateur SPS.**

Dans tous les cas, le maître de l'ouvrage est destinataire d'un exemplaire de chacun des documents diffusés et des observations formulées.

## 20.4 Registre de chantier

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG-TX, il n'est pas prévu la tenue d'un registre de chantier.

## 20.5 Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

La proportion maximale des ouvriers étrangers par rapport au nombre total des ouvriers employés sur le chantier est celle prévue par la réglementation en vigueur pour le lieu d'exécution des travaux.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employée sur le chantier ne peut excéder 10 % (DIX pour CENT) et le

maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10 % (DIX pour CENT).

## 20.6 Garde du chantier

La responsabilité de la garde du chantier et des risques qui en découlent sont à la charge de l'entreprise, et ceci jusqu'à la réception, et en toutes circonstances. L'Entreprise devra également assurer le maintien en sécurité des installations et ouvrages existants.

L'Entreprise a la libre appréciation des moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux résultats attendus.

## 20.7 Organisation, hygiène et sécurité des chantiers

### 20.7.1 Installations et organisation du chantier

Aucune stipulation particulière n'est à apporter aux dispositions générales de l'article 31 du CCAG-TX.

### 20.7.2 Sécurité et protection de la Santé des travailleurs sur le chantier

Le Titulaire est soumis aux obligations résultant de la réglementation en vigueur, notamment :

- Loi n° 93-1418 du 31 Décembre 1993 modifiant les dispositions du code du travail applicable aux opérations de bâtiment et de génie civil- Décret n° 94-1159 du 26 Décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé- Arrêté du 7 Mars 1995 fixant le contenu de la déclaration préalable
- Décret n° 95-543 du 4 Mai 1995 relatif au CISSCT
- Arrêté du 25 février 2003 relatif aux travaux dangereux

#### A - Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au Titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du Coordonnateur en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs, désigné dans le présent accord-cadre sous le nom de « Coordonnateur SPS » et des bons de commande ou marchés subséquents en découlant.

#### B - Autorité du Coordonnateur SPS

Le Coordonnateur SPS doit informer le Maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens de toute violation par les intervenants, des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des manquements graves aux obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, ...), le Coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger.

Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Le Maître de l'ouvrage, le Titulaire du présent accord-cadre et les organismes compétents (CRAM, Inspection du travail, OPPBTP, etc.) ainsi que le responsable de l'entreprise concernée seront informés

immédiatement par mail / télécopie de toute décision d'arrêt des travaux précisant :

- La localisation du chantier,
- Le type de travaux,
- La zone à risque définie,
- La date et l'heure de la décision, et les raisons de cet arrêt.

Le Maître d'ouvrage émettra un avis de redémarrage des travaux, après avis du Coordonnateur SPS.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au registre-journal. Les reprises, décidées par le Maître d'ouvrage, après avis du Coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre-journal.

Les frais découlant de ces manquements sont supportés par L'entrepreneur.

### C - Moyens donnés au Coordonnateur SPS

#### C.1. - Libre accès du Coordonnateur SPS

Le Coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

#### C.2. - Obligations du Titulaire

Le Titulaire communique directement au Coordonnateur SPS :

- Le PPSPS ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier (opération de catégorie 1 ou 2) ;
- Dans les 5 jours qui suivent la notification du bon de commande ou du marché subséquent, les effectifs prévisionnels affectés au chantier (opération de catégorie 3) ;
- Dans les 5 jours qui suivent la notification de la décision de constitution du collège, les noms de ses représentants au sein du CISSCT (opération de catégorie 1) ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le Coordonnateur ;
- La copie des déclarations d'accident du travail.

L'entrepreneur s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le Coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé à l'article E du présent article.

Le Titulaire informe le Coordonnateur SPS :

- De toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ;
- De ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement.



Le Titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le Coordonnateur SPS. Tout différend entre le Titulaire et le Coordonnateur SPS est soumis au Maître d'ouvrage.

la demande du Coordonnateur SPS, le Titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre-journal.

#### D - Obligations du Titulaire vis-à-vis de ses sous-traitants

Le Titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n° 93-1418 du 31 Décembre 1993.

#### E -Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé

Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé est joint au bon de commande, ou est transmis au plus tard 8 jours ouvrés avant le début des travaux. Le Titulaire s'engage à respecter l'ensemble des mesures qui sont définies par ce document ainsi que ses modifications ultérieures.

## 20.8 Modalités d'intervention

### 20.8.1 Modalités générales d'intervention

Les personnels du Titulaire affectés à l'exécution de la commande :

- Sont en possession des habilitations annuelles requises, délivrées en fonction de leur qualification ;
- Procèdent à l'affichage des consignes de sécurité propres aux lieux d'intervention ;
- Prennent des précautions particulières en cas de travaux par points chauds (permis de feu) ;
- Respectent les protocoles d'hygiène.

L'accès aux chantiers par les escaliers, ascenseurs et monte-charges ne peut se faire qu'avec l'accord du Maître d'ouvrage.

Toute intervention en locaux occupés, qu'il s'agisse de locaux fréquentés par le personnel du Maître d'ouvrage, ou des visiteurs, est conditionnée par l'accord préalable du Maître d'ouvrage.

En toute hypothèse, le Titulaire réduit au minimum la gêne occasionnée au fonctionnement et à l'exploitation des locaux concernés par l'opération.

### 20.8.2 Propreté

Des protections de sols et/ou de mobilier sont, le cas échéant, mises en place, ainsi qu'un nettoyage constant du site du chantier, par aspiration si nécessaire. Après chaque intervention, les locaux sont nettoyés de tous déchets, éclaboussures ou autre, de façon à être livrés en parfait état de propreté.

Les déchets stockés en conteneur fermé sont retirés chaque jour en fin d'intervention des équipes.

### 20.8.3 Fourniture en eau et électricité -Matériels du Maître de l'Ouvrage

Le Titulaire peut être autorisé à se servir, dans le seul cadre de l'exécution des travaux et prestations lui incombant dans le cadre d'une commande, de l'eau puisée au réseau de distribution d'eau courante ainsi que du courant électrique disponible sur ses différents sites, après accord préalable exprès des Services Techniques du Maître de l'Ouvrage, au vu des propositions faites par le Titulaire pour l'installation de ses branchements.

Les matériels, échelles, échafaudages et autres outils appartenant au Maître d'ouvrage ne peuvent en aucun cas être utilisés par le Titulaire, sauf accord exprès du Maître d'ouvrage.

#### 20.8.4 Emplacements mis à disposition

Le Maître d'œuvre fixe les emplacements mis à disposition du Titulaire, pour la mise en place de ses installations de chantier et de ses dépôts provisoires de matériels ou de matériaux, à compter de la date fixée pour le commencement d'exécution des travaux.

Ces emplacements sont nettoyés régulièrement par le Titulaire. Il les restitue au Maître de l'Ouvrage dans leur état de propreté d'origine au plus tard à la date d'achèvement des travaux, telle que fixée dans l'avis mentionné à l'article 21 du présent CCAP.

Les installations placées sur les espaces ainsi mis à disposition sont tenues, le cas échéant, fermées à clef, à la charge et sous la seule responsabilité du Titulaire. Une clef permettant leur accès est remise aux Services Techniques du Maître de l'Ouvrage, pour toute la durée de leur utilisation sur les sites de l'Université de Toulon.

Le Titulaire assure, en outre, le nettoyage des aires soumises à la circulation de ses engins ou véhicules à l'intérieur des sites de l'Université de Toulon

### 20.9 Dégradations causées aux voies publiques

La charge relative aux contributions ou réparations, sera, contrairement aux indications de l'article 34.1 du CCAG, **entièrement** supportée par L'entrepreneur. A cet effet, **avant** travaux un constat de l'état des voies intéressées sera effectué en présence des Services ayant la charge de ces voies.

#### 20.10 Enlèvement du matériel et des matériaux sans emploi

L'article 37 du CCAG-TX est applicable sans qu'il soit prévu de pénalités supplémentaires au titre du 37.3 en cas de carence de L'entrepreneur.

#### 20.11 Gestion de la qualité

Il n'est pas imposé au Titulaire la mise en place d'une Organisation Qualité spécifique aux travaux et prestations faisant l'objet du présent accord-cadre.

#### 20.12 Travaux à proximité des réseaux

Préalablement, et en cours d'exécution des travaux, le Titulaire devra prendre les mesures définies au Décret n°2011-1241 du 5 Octobre 2011 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de

transport ou de distribution.

Le Titulaire devra respecter les dispositions de la norme NF S 70-003-01 de juillet 2012 relative aux travaux à proximité des réseaux remplacé par l'arrêté du 27 décembre 2016 portant approbation des prescriptions techniques prévues à l'article R. 554-29 du code de l'environnement et modification de plusieurs arrêtés relatifs à l'exécution de travaux à proximité des réseaux

#### 20.12.1 Absence de réponse d'un exploitant à une DICT

Sans objet.

#### 20.12.2 Découverte ou modification d'ouvrages

Sans objet.

## 21. CONTRÔLE ET RÉCEPTION

### 21.1 Essais et contrôles en cours de travaux

#### 21.1.1 Essais et contrôles généraux

Les travaux sont soumis aux dispositions générales prévues à l'article 24 du CCAG-TX et aux fascicules concernés du CCTG-Travaux, complétés éventuellement par les dispositions particulières insérées au C.C.T.P.

#### 21.1.2 Essais et contrôles supplémentaires

Sans objet.

#### 21.1.3 Contrôles par le bureau de contrôle

Le Titulaire tiendra compte des observations du Bureau de Contrôle sur ses études d'exécution et sur ses travaux.

Si le Titulaire n'est pas d'accord avec ces observations il lui appartiendra d'apporter au Bureau de Contrôle ainsi qu'au Maître d'Œuvre la preuve technique du bien-fondé de sa position.

En aucun cas les incidences financières des observations non contestables du Bureau de Contrôle ne pourront donner lieu à un supplément à l'accord-cadre ou à une extension des délais contractuels du Titulaire.

D'autre part, le Titulaire ne pourra se refuser à toutes les prestations qui pourront lui être demandées par le Bureau de Contrôle pour lui permettre d'exercer sa mission.

#### 21.1.4 Fiches d'autocontrôle

Sans objet.

### 21.2 Réception

#### 21.2.1 Travaux avec une maîtrise d'œuvre interne

Dans le cas d'une maîtrise d'œuvre interne par dérogation aux articles 41.1 à 41.3 du CCAG, le déroulement des opérations préalables à la réception des ouvrages objet des commandes en application du présent accord-cadre est réputé régi par les stipulations du

présent article, complétées par celles des dispositions du CCAG auxquelles il n'est pas dérogé.

Le Titulaire avise, par tout moyen écrit permettant d'attester une date certaine, le Maître d'ouvrage de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés ou le seront.

Le Maître d'ouvrage procède alors, le Titulaire ayant été informé de la date de leur tenue et invité à y participer par écrit, aux opérations préalables à la réception, dans un délai de quinze jours calendaires à compter de la date de réception de l'avis susmentionné, ou de la date indiquée dans cet avis pour l'achèvement des travaux si elle est postérieure.

L'absence du Titulaire, régulièrement convoqué au plus tard 2 jours ouvrés avant leur tenue, ne fait pas obstacle au déroulement des opérations préalables à la réception.

Ces opérations comportent, en tant que de besoin :

- La reconnaissance des ouvrages exécutés ;
- Les épreuves éventuellement prévues lors de la consultation pour devis ;
- La constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues à la commande ;
- La vérification de la conformité des conditions de pose des équipements aux spécifications des fournisseurs conditionnant leur garantie ;
- La constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons ;
- La constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des terrains et des lieux ;
- Les constatations relatives à l'achèvement des travaux.

Elles sont conclues par la rédaction d'un procès-verbal, dressé sur-le-champ par le Maître d'ouvrage, et signé par lui et par le Titulaire, le cas échéant.

Si le Titulaire refuse de signer le procès-verbal, ou si le Titulaire régulièrement convoqué n'était pas présent lors de ces opérations, il en est fait mention. Un exemplaire est remis au Titulaire.

Au vu de ce procès-verbal, le Maître d'ouvrage décide si la réception est ou non prononcée ou si elle est prononcée avec réserves.

S'il prononce la réception, il fixe en outre la date qu'il retient pour l'achèvement des travaux.

Il notifie sa décision au Titulaire, par tout moyen écrit permettant d'attester une date certaine, dans un délai de vingt jours calendaires à compter de la date d'établissement du procès-verbal susmentionné.

La réception prend effet à la date fixée pour l'achèvement des travaux.

La réception des travaux (de chaque tranche ou phases s'il y a lieu) s'effectue dans les conditions générales prévues à l'article 41 du CCAG-TX et ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves éventuellement définies au C.C.T.P commun et de la production des plans et autres documents à fournir après exécution.

Le P.V. de réception précise la date d'effet de la réception.

### 21.2.2 Travaux avec maîtrise d'œuvre externe

Dans le cadre d'une maîtrise d'œuvre externe les articles 41.1 à 41.3 du CCAG Travaux s'appliquent.

## **22. Droit de substitution**

Si le Titulaire n'est pas ou plus en mesure d'exécuter les prestations objet de la commande, il en avise le Maître d'ouvrage dans les plus brefs délais, par tout moyen écrit permettant d'attester une date certaine, y compris dématérialisé, au(x) point(s) de contact habituel(s) du Titulaire au sein des Services Techniques du Maître d'ouvrage.

Sous réserve d'avoir pu en informer le Maître d'ouvrage au plus tard cinq jours ouvrés avant le début de l'incapacité, le droit de substitution est maintenu au bénéfice de ce dernier, mais le Titulaire est exonéré de la pénalité prévue à l'article 17.

Est également réputé avoir manifesté son incapacité à procéder à l'exécution des prestations le Titulaire demeuré silencieux ou n'y ayant toujours pas procédé à l'expiration d'un délai de 3 jours ouvrés à compter de la réception d'une mise en demeure adressée par le Maître de l'Ouvrage sous 24h.

Le Maître de l'Ouvrage se réserve alors le droit, soit :

- De poursuivre l'exécution de la commande avec les autres titulaires selon le classement des offres et les modalités fixées à l'article 13.
- De faire exécuter les travaux auprès des autres titulaires selon le classement des offres et les modalités fixées à l'article 13.

Il notifie sa décision au Titulaire.

## TITRE 3 - DISPOSITIONS RELATIVES AUX MARCHES SUBSEQUENTS - LOT 2

### 23. Pièces constitutives des marchés subséquents

Les pièces constitutives des marchés subséquents sont, par ordre de priorité décroissant :

- ✓ L'ensemble des pièces constitutives du présent accord-cadre, telles qu'énumérées, par ordre de priorité décroissant, à l'article 2 Pièces constitutives de l'accord-cadre du présent CCAP commun
- ✓ Les marchés subséquents sont constitués par les documents ci-dessous, par ordre de priorité décroissante et selon le besoin exprimé dans la lettre de consultation :
  - Lettre de consultation (ou demande d'offre de prix) ;
  - Scenario ou devis estimatif ;
  - Calendrier ;
  - Mémoire technique, le cas échéant ;
  - Plans, le cas échéant ;
  - Descriptif détaillé des travaux, le cas échéant ;
  - Toutes autres pièces contractuelles réclamées au stade des marchés subséquents.
  - Les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur S.P.S. et les intervenants.
  - Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification.

### 24. Intervenants

#### 24.1 Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre sera assurée en interne par les services du maître de l'ouvrage ou en externe ce qui sera précisé dans la lettre de consultation.

#### 24.2 Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

Le titulaire de la mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est le cas échéant précisé dans la lettre de consultation.

#### 24.3 Contrôle technique

Le contrôleur technique ainsi que ses missions sont le cas échéant précisés dans la lettre de consultation.

#### 24.4 Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Le nom du coordonnateur et le niveau de coordination sont le cas échéant précisés dans la lettre de consultation.

## 25. Modalités de la remise en concurrence des marchés subséquents

Les marchés subséquents, passés sur le fondement du présent accord-cadre, seront attribués après organisation d'une mise en concurrence entre les titulaires du présent accord cadre.

La remise en concurrence interviendra à la survenance du besoin.

Lors de la survenance du besoin, l'acheteur adressera simultanément une lettre de consultation à chacun des titulaires du présent accord-cadre.

**Tous les échanges seront réalisés de manière dématérialisée via l'adresse mail de la DPST, [finance-dpst@univ-tln.fr](mailto:finance-dpst@univ-tln.fr).** Les lettres de consultation des marchés subséquents seront transmises aux titulaires cf. adresse mail ci-dessus. En cas d'urgence ou d'indisponibilité, l'UTLN se réserve le droit de les transmettre par tout autre moyen donnant date certaine.

En précision de l'article 3 du CCAG TX, les moyens de communication complémentaires acceptés sont les suivants :

- Le courriel électronique ;

Et hors fermeture de l'établissement (fermeture fin d'année et estivale) :

- La remise contre récépissé daté ;
- La lettre recommandée avec accusé de réception postal ;
- La lettre par Chronopost avec récépissé du destinataire ;
- La lettre recommandée électronique transmise par la Poste.

Le Titulaire s'engage, à ce titre, à vérifier régulièrement les mails qui lui sont adressés à l'adresse électronique inscrite dans son acte engagement, et à la maintenir en parfait état de fonctionnement jusqu'au terme de l'accord-cadre.

Il s'interdit en conséquence d'arguer d'un quelconque dysfonctionnement de son logiciel de gestion de courriels pour justifier du non-respect d'un délai fixé au présent accord-cadre.

Ces moyens doivent être utilisés tant par les Titulaires que par le Maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre, notamment pour la communication d'ordre de services ; ou pour les réserves émises par l'entreprise en cours de travaux

### 25.1 Mode de sélection des attributaires des marchés subséquents

Lors de la survenance d'un besoin de réaliser des travaux relevant du présent accord-cadre, le Maître d'Ouvrage remettra en concurrence l'ensemble des attributaires.

Une lettre de consultation sera adressée à chaque entrepreneur signataire de l'accord-cadre.

Cette lettre comportera tous les éléments permettant à l'entrepreneur de remettre son offre sous forme de devis.

L'offre, valable 90 jours, devra comprendre :

- La référence au présent accord-cadre ;
- La lettre de consultation ainsi que le devis détaillé comprenant un prix global et forfaitaire valant acte d'engagement signé par l'entrepreneur ;
- Un mémoire technique s'il est demandé ;
- Un calendrier ;
- Ainsi que toutes les pièces particulières précisées dans la lettre de consultation.

La lettre de consultation du candidat retenu et son annexe financière seront signées de la Directrice de la DPST et transmises pour notification au candidat par Mail.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'effectuer une nouvelle mise en concurrence si les offres initiales remises s'avèrent disproportionnées à la réalité économique du marché.

## 25.2 Négociations

Par principe, sauf spécifications particulières mentionnées dans la lettre de consultation, les marchés subséquents ne feront l'objet d'aucune négociation.

Pour les travaux d'urgence impérieuse au sens de l'article R2122-1 du C.C.P., le maître d'ouvrage se réserve le droit de ne pas remettre en concurrence les candidats titulaires. Ces travaux d'urgence seront effectués par le candidat ayant obtenu la meilleure note à l'issue de l'attribution de l'accord-cadre.

En cas d'impossibilité d'intervention de sa part dans les délais souhaités, les travaux seront alors commandés au titulaire possédant la 2ème meilleure note, et ainsi de suite.

## 25.3 Délai de réponses

Le délai de réponse à la demande de devis est de 10 jours ouvrables à compter de l'accusé réception de la demande de l'offre, sauf stipulations particulières qui seront précisées lors de la consultation pour fixer un délai suffisant conformément à l'article R2162-10-2° du C.C.P.

Les réponses déposées hors délai ne seront pas étudiées par l'UTLN.

Les titulaires s'engagent à donner accusé réception de la lettre de consultation dès réception de celle-ci selon le mode de transmission choisi par l'UTLN.

## 25.4 Choix de l'attributaire

Le choix de l'attributaire des marchés subséquents se fera sur la base d'une notation qui ne prendra pas seulement en compte le prix.

La somme des pondérations sera égale à 100% et pourra se décomposer comme suit :

- Prix des prestations : de 25% à 50 %
- Mode opératoire, planning et durée d'exécution (travaux préparatoires inclus) : de 20% à 50%
- Délais d'intervention (date de début) : de 20% à 50%
- Qualité et moyens humains, matériels et techniques : de 10% à 30%
- Critères environnementaux et protection de l'environnement (traitement des déchets, etc.) : de 0% à 10 %

Les critères de sélection des attributaires pour les marchés subséquents sont pondérés



selon des fourchettes par application de l'article R2152-12 du C.C.P, ce qui permet de les adapter aux cas précis des marchés subséquents, chaque marché subséquent étant par nature différent. **Les critères définitifs seront indiqués dans la lettre de consultation.** Le candidat obtenant la meilleure note globale se verra attribuer le marché subséquent.

#### 25.4.1 Droit de substitution

Si le Titulaire n'est pas ou plus en mesure d'exécuter les prestations objet de la commande, il en avise le Maître d'ouvrage dans les plus brefs délais, par tout moyen écrit permettant d'attester une date certaine, y compris dématérialisé, au(x) point(s) de contact habituel(s) du Titulaire au sein des Services Techniques du Maître d'ouvrage.

Sous réserve d'avoir pu en informer le Maître d'ouvrage au plus tard cinq jours ouvrés avant le début de l'incapacité, le droit de substitution est maintenu au bénéfice de ce dernier, mais le Titulaire est exonéré de la pénalité prévue à l'article 30.2.8.

Est également réputé avoir manifesté son incapacité à procéder à l'exécution des prestations le Titulaire demeuré silencieux ou n'y ayant toujours pas procédé à l'expiration d'un délai de 7 jours ouvrés à compter de la réception d'une mise en demeure adressée par le Maître de l'Ouvrage.

Conformément à l'article 52.2 du CCAG travaux, le Maître de l'Ouvrage se réserve alors le droit, soit :

- De poursuivre l'exécution de la commande avec le Titulaire, sans que cette décision ne l'exonère des pénalités prévues au marché ;
- De faire exécuter les travaux auprès d'un tiers, aux frais et risques du Titulaire défaillant.

Il notifie sa décision au Titulaire.

## 26. Prestations similaires

Dans le cadre des marchés subséquents, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander l'exécution de prestations similaires au titulaire sans publicité ni mise en concurrence conformément au R2122-7 du C.C.P.

## 27. Délais et conditions d'exécution des marchés subséquents

Les marchés subséquents s'exécutent à compter de la date de commencement des travaux mentionnée sur les ordres de service de démarrage

### 27.1 Délai d'exécution et période de préparation

Le délai d'exécution des travaux et la durée de la période de préparation sont stipulés dans la lettre de consultation et dans l'acte d'engagement.

Le délai d'exécution des travaux part de la notification de l'ordre de service ordonnant le démarrage des travaux.

La durée de la période de préparation part de la notification de l'ordre de service

ordonnant de démarrer cette période.

Le titulaire devra dresser un programme d'exécution accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG-Travaux et le soumettre au visa du maître d'œuvre un mois au plus tard après la notification du marché subséquent.

Dans le cas où les travaux sont soumis à un plan général de coordination de sécurité et protection de la santé, chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants) devra établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé simplifié, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité.

## 27.2 Prolongation des délais d'exécution

Les stipulations du CCAG-Travaux sont applicables.

L'attente du titulaire est portée sur le fait que toute demande de prolongation qui ne serait pas à l'initiative du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage ne sera valable que dans l'hypothèse d'une demande préalable du titulaire fondé sur des motifs attachés à des aléas non prévisibles par ce dernier et dans le cadre de l'application de l'article 18.2.2 du CCAG-Travaux.

La demande de prolongation sera notifiée par messagerie électronique auprès du maître d'œuvre avant la fin du délai d'exécution prescrit dans l'ordre de service (concernant le calcul des délais application de l'article 3.2 du CCAG-Travaux).

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité :

- ➔ d'accepter la demande de prolongation au vu de l'argumentaire et de tout document justificatif présentés par le titulaire, présentés par le titulaire, dans cette hypothèse le maître d'œuvre notifiera l'accord en précisant la durée de la prolongation accordée sous la forme d'un ordre de service exposant les motifs de la prolongation

OU

- ➔ de refuser la demande de prolongation au vu de l'argumentaire et de tout document justificatif présenté par le titulaire.

Les conditions d'arrêt de travail en cas d'intempéries sont fixées au Code du travail (article L5424-8) : « sont considérées comme intempéries, les conditions atmosphériques et les inondations lorsqu'elles rendent dangereux ou impossible l'accomplissement du travail eu égard soit à la santé ou la sécurité des salariés, soit à la nature ou à la technique du travail à accomplir ».

En vue de l'application éventuelle du troisième alinéa de l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux, le délai d'exécution des travaux sera prolongé d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un

au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera les intensités et durées limites ci-dessous :

Nature des phénomènes	Intensité et unité	Durée
Pluie	> 10 mm	04h00
Vent	70 km/h	04h00
Gel	< 5 ° C	04h0
Neige	0m02	04h00

Pour autant qu'il y ait entrave à l'exécution des travaux, les décisions de prolongations correspondantes seront prises et notifiées dans les conditions prévues à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux : « l'importance de la prolongation ou du report est proposée par le maître d'œuvre après avis du titulaire, et décidé par le représentant du pouvoir adjudicateur qui la notifie au titulaire ».

Le titulaire fournira au maître d'œuvre un document établi par le prestataire météorologique de son choix, mettant en évidence le dépassement des intensités et durées limites indiquées ci-dessus, relevé dans la station d'observation météorologique la plus représentative en terme météorologique du lieu du chantier.

Les intempéries répondant aux conditions du marché doivent être signalées sans retard et au fur et à mesure du déroulement du chantier par le titulaire au maître d'œuvre.

En cas de mauvaise organisation de la part du titulaire pouvant conduire sous l'effet des intempéries à des arrêts de chantier normalement évitables, le maître d'œuvre lui signifie la mauvaise organisation des travaux.

Ces arrêts de chantier ne sont pas pris en considération pour la prolongation du délai d'exécution. Si les arrêts de chantier ou le retard dans l'amenée du matériel ne sont pas évitables mais se trouvent allongés par la mauvaise organisation du titulaire, la prolongation du délai ne peut lui être accordée, est réduite pour tenir compte de sa responsabilité.

## 27.3 Dispositions en cas de sous traitance

### 27.3.1 Dispositions générales

Le contractant ne peut, sans autorisation écrite préalable de la personne publique, céder tout ou partie des droits et obligations dérivant du contrat, ni sous-traiter - même en partie - l'exécution de tâches qui lui ont été confiées, ni substituer, en fait, des tiers aux mêmes fins.

Cependant, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

En cours d'exécution du marché, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de

ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes :

- le titulaire remet contre récépissé au pouvoir adjudicateur, ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, une déclaration contenant les renseignements mentionnés à l'article R.2193-3 et suivants du code de la commande publique ;
- le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R.2193-3 du code de la commande publique ;
- l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont alors constatés par un acte spécial signé des deux parties.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct sur la base du montant des prestations confiées au sous-traitant tel qu'il figure dans l'acte spécial susvisé.

Pour les paiements des sous-traitants, les dispositions de l'article R.2193-1 et suivant du code de la commande publique relatif aux marchés publics sont applicables :

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement au titulaire principal, titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose contre récépissé ;

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus au sous-traitant et également au pouvoir adjudicateur ;

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu sa demande de paiement (ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé).

Le pouvoir adjudicateur procède au paiement du sous-traitant dans un délai qui ne peut excéder celui de l'article 20-1 du Décret 2013-269 du 29 mars 2013 à compter soit de la réception de l'accord total ou partiel du titulaire, soit de l'expiration du délai de 15 jours susvisé, soit de la réception de l'avis postal adressé par le sous-traitant attestant que le titulaire a refusé ou n'a pas réclamé le pli du sous-traitant.

### **27.3.2 Désignation des sous-traitants à la remise de l'offre**

Les déclarations de sous-traitance (formulaires DC4), indiquent la nature et le montant des prestations exécutées par des sous-traitants payés directement ; le montant des prestations sous-traitées indiqué dans chaque déclaration constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder.

Chaque déclaration constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification du marché. Cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

### 27.3.3 Désignation des sous-traitants en cours de marché

L'acte spécial précise :

- Tous les éléments contenus dans la déclaration prévue à l'article R.2193-3 du code de la commande publique.
- Le compte à créditer.
- Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial :
- Une déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner
- Les références pour les travaux exécutés
- 

NB : Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander un exemplaire du sous-traité sans que le titulaire ne puisse le lui refuser.

## 28. PRIX

### 28.1 Caractéristiques des prix pratiqués

Pour chaque marché subséquent, le titulaire de l'accord-cadre doit proposer un devis en cohérence avec les prix de références initiaux objet de la DPGF (scenarii du 1<sup>er</sup> marché subséquent) majorés des révisions d'indice.

#### 28.1.1 Prix des devis estimatifs contractuels

Les marchés subséquents peuvent prévoir des prix non inclus dans l'annexe financière des prix références initiaux, sans limitations. Le titulaire pourra chiffrer librement ces prix. Ceux-ci étant spécifiques à chaque consultation, ils ne seront pas intégrés au référentiel de prix.

### 28.2 Modalités de variation des prix

Le prix sera ferme et non révisable pour toute la durée du chantier mais sera actualisable. Conformément aux articles R2112-9 à R2212-12, le prix sera actualisable dans les cas suivants :

- 1° si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le soumissionnaire a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations ;
- 2° L'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations.

**Indices d'actualisation :**

- BT53 Index du bâtiment - Étanchéité - Base 2010 Identifiant 001710985
- BT49 Index du bâtiment - Couverture et bardage en tôles d'acier nervurés avec revêtement étanchéité - Base 2010 - Identifiant 001710981

### Cas n°1 – Un seul indice est concerné par l'actualisation

$$P = P_o \times [BT(n-3)/BT_o]$$

P = prix actualisé HT

P<sub>o</sub> = prix initial HT

BT<sub>n-3</sub> = Index BT concerné du mois de commencement des travaux (OS) moins 3 mois

BT<sub>o</sub> = Index BT au mois d'établissement du prix du marché

### Cas n°2 – Plusieurs indices sont concernés par l'actualisation

$$P = P_o \times [0,\alpha (BTX_{n-3}/BTX_o) + 0,\beta (BTY_{n-3}/BTY_o)]$$

P = prix actualisé HT

P<sub>o</sub> = prix initial HT

BTX<sub>n-3</sub> = Index BTX concerné du mois de commencement des travaux (OS) moins 3 mois

BTX<sub>o</sub> = Index BTX au mois d'établissement du prix

BTY<sub>n-3</sub> = Index BTY concerné du mois de commencement des travaux (OS) moins 3 mois

BTY<sub>o</sub> = valeur de l'indice BTY au mois d'établissement du prix

0.α et 0.β représente le poids de l'indice dans la formule de calcul en fonction de la nature des travaux lorsque plusieurs indices sont concernés

Cette formule pourra être déclinée avec autant de BT différents que nécessaire compte tenu de l'objet du marché subséquent.

La formule sera indiquée dans la lettre de consultation le cas échéant.

## 28.3 Contenu des prix

Ils tiennent compte, de façon générale, de toutes les dépenses et de toutes les sujétions d'exécution des travaux visées à l'article 9-1 du CCAG-TX et notamment de celles qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les travaux ainsi que, de façon particulière, de toutes les sujétions, aléas et prestations diverses laissées à la charge de l'entrepreneur aux termes du présent C.C.A.P commun, du C.C.T.P commun, et des autres pièces particulières du marché.

En considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes

Nature du phénomène	Durée	Intensité limite du phénomène
Pluie	Sur la durée de l'évènement	+ de 20 mm en 1 heure
Vent	En continu sur 24 h	70 km/h
Neige	Sur la durée de l'évènement	Persistance et supérieur à 50 cm
Température	≥48 h	Inférieur à -8°C

naturels indiqués ci-après lorsqu'ils ne dépassent pas les intensités limites suivantes :

Le poste météorologique de référence est la station la plus proche du lieu des travaux.

Le prix est réputé comprendre toutes les dépenses nécessaires à la complète exécution des travaux.

Les prix sont établis en tenant compte des dépenses, de la notification du marché subséquent à la fin du délai de garantie de parfait achèvement :

- Des sujétions dues aux exigences techniques des divers organismes de contrôle, dans le cadre des règlements en vigueur à la date de la remise des offres ;
- En considérant comme normalement prévisibles les intempéries tant qu'elles ne dépassent pas les intensités dans les durées limites indiquées ;
- De la connaissance par l'entrepreneur de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux. L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux
- Des frais d'installation de chantier, de fournitures, de main d'œuvre, d'échafaudages, de levage, de manutention, d'échantillonnages, de sondage, d'essais des ouvrages et de nettoyage du chantier ;
- De toutes les obligations résultant de l'application des prescriptions de l'ensemble des documents contractuels énumérés ;
- Les frais de nettoyage des abords puis leur livraison dans un état impeccable.

## 28.4 Avances

Sous réserve des conditions prévues aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique, une avance est versée au titulaire du marché subséquent sauf indication contraire portée dans l'acte d'engagement (si avance dérogatoire) sous réserve que le montant soit supérieur à 50 000 € HT et que sa durée d'exécution soit supérieure à 2 mois.

Conformément à l'article 10.1 du CCAG, l'option retenue pour les avances est l'option A.

Ainsi :

- Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du Code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 est fixé à 30 %.
- Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du Code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 5 %.

Ces renseignements seront donnés dans le formulaire DC2 au cadre C1.

En précision à l'article R2191-4, le pouvoir adjudicateur pourra, selon la nature des travaux, accorder une avance dérogatoire dans le cas où celle-ci n'est pas obligatoire. Cette disposition n'est aucunement obligatoire ou systématique, elle est à la discrétion du pouvoir adjudicateur.

En tout état de cause, l'avance ne pourra excéder 30 % du montant du marché.

Le montant de l'avance sera toujours indiqué dans la lettre de consultation, exprimé en pourcentage du montant initial du marché subséquent, selon la nature des travaux.

En précision de l'article R2191-11, le remboursement de l'avance par l'entreprise s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par celui-ci atteint 50 % TTC du montant total du marché, avenants compris.

Le titulaire pourra refuser le versement de l'avance dans la lettre de consultation valant acte d'engagement.

## **28.5 Modalités de paiement des acomptes (décompte mensuel), solde**

En dérogation à l'article 12 du CCAG travaux, les travaux seront constatés après chaque opération et réglés comme suit :

- soit à l'achèvement total de ceux-ci ;
- Soit à l'avancement des travaux selon présentation d'un arrêté de situation validé par la DPST de l'université ;
- soit à l'achèvement de chaque phase si le marché en comporte. Dans le cas où la durée d'exécution d'une phase est supérieure à un mois, et si la durée totale d'exécution du marché est supérieure à 3 mois, les travaux seront réglés au pourcentage d'avancement mensuel ;
- soit au pourcentage d'avancement mensuel si le délai d'exécution est supérieur à 1 mois.

Une proposition de situation est remise au maître d'ouvrage ou au maître d'œuvre le cas échéant.

Celui-ci accepte ou rectifie la proposition de situation.

La proposition de situation une fois acceptée ou rectifiée devient l'arrêté de situation. Son montant est le montant de l'arrêté de situation à verser au titulaire du marché.

Les avances éventuelles seront déduites de ces acomptes.

## **28.6 Demande de paiements**

### **28.6.1 Demande de paiement d'acomptes**

**Par dérogation à l'article 12.2.2 du CCAG Travaux**, l'état d'acompte sera notifié au titulaire par le maître de l'ouvrage au plus tard lors du règlement de l'acompte si le projet de décompte mensuel remis par le titulaire a été modifié.

Les acomptes seront réglés à l'avancement des travaux comme indiqué à l'article 28.5 ci-dessus.

### **28.6.2 Demande de paiement finale**

En application de l'article 12.3.2 du CCAG Travaux, le titulaire transmet son projet de décompte final, simultanément au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage, par tout moyen permettant de donner une date certaine, dans un délai de trente jours à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux.

Le projet de décompte général est établi par l'entité adjudicatrice et devient définitif dans les conditions fixées par l'article 12.4 du CCAG Travaux.



Les pénalités qui n'auraient pas été appliquées au cours de l'installation seront réglées dans le cadre de la procédure d'établissement du DGD de l'installation.

A noter, que s'il est fait application des stipulations des articles 41.4, 41.5 ou 41.7 du CCAG Travaux, la date du procès-verbal constatant l'exécution concluante des épreuves ou l'exécution des travaux visés à ces articles est substituée à la date de notification de la décision de réception des travaux comme point de départ des délais ci-dessus.

### 28.6.3 Transmission des demandes de paiement

Conformément aux articles L. 2192-1 à L. 2192-3 du Code de la commande publique, les opérateurs économiques doivent transmettre leurs factures sous forme électronique. Pour ce faire, ils doivent utiliser le "portail public de facturation" nommé Chorus Pro via l'url : <https://chorus-pro.gouv.fr>

L'identifiant SIRET de l'acheteur nécessaire au dépôt d'une facture dans le portail Chorus Pro est le suivant : 19830766200017.

Les factures afférentes au marché devront obligatoirement comporter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- La date d'établissement de la facture,
- Les noms et adresses du créancier, ainsi que le numéro d'immatriculation SIRET
- Le numéro IBAN et le code BIC/SWIFT de son compte bancaire ou postal,
- Le numéro de l'accord-cadre faisant référence au marché subséquent
- **Le numéro d'engagement juridique indiqué dans l'ordre de service de démarrage des travaux ;**
- La date et le numéro de l'ordre de service,
- Les travaux exécutés avec mention des références précises (codification mentionnée dans la pièce financière et intitulé des travaux),
- Le montant hors T.V.A. des travaux exécutés, éventuellement révisé,
- Le taux et le montant de la TVA,
- Le montant total toutes taxes comprises des travaux exécutés.

Les factures devront être accompagnées en pièces jointes de la transmission électronique des justificatifs suivants :

- justificatif de l'attachement de la facture
- formulaire de réception des travaux ;
- PV de réception pour le matériel

## 28.7 Paiements des membres d'un groupement et des sous-traitants ayant droit au paiement direct

Les paiements sont répartis entre le titulaire, les membres du groupement ou sous-traitants payés directement comme indiqué dans l'acte d'engagement et son annexe en cas de besoin.

En cas de groupement, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement solidaire, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des membres, si la répartition des paiements est identifiée à l'acte d'engagement. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet la répartition des paiements pour chacun des membres du groupement. L'acceptation d'un règlement à chacun des membres solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des membres.

Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct seront subordonnés à l'indication dans le projet de décompte de la somme à prélever sur celles qui sont dues au titulaire ou au membre du groupement concerné par la partie de la prestation exécutée.

Le paiement du sous-traitant sera effectué sur la base de la demande de paiement adressée, par le sous-traitant, au maître d'ouvrage et libellée en son nom, ou, de l'acceptation totale ou partielle de la facture du sous-traitant par le titulaire, dans les conditions visées aux articles R. 2193-10 à R. 2193-22 du Code de la commande publique. Ces dispositions sont applicables aux demandes de paiement en cours du contrat et pour solde du contrat de sous-traitance.

## **28.8 Délais de paiement et intérêts moratoires**

Les délais dont dispose le maître d'ouvrage pour procéder au paiement sont fixés à 30 jours.

Le défaut de paiement des avances, des acomptes, des règlements partiels définitifs ou du solde dans le délai fixé par le marché donne droit à des intérêts moratoires, calculés à compter du lendemain de l'expiration dudit délai (ou de l'échéance prévue par le marché) jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse (article R. 2192-32 du Code de la commande publique).

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros

## **29. RETENUE DE GARANTIE**

Une retenue de garantie de 5 % sera appliquée sur chaque demande de paiement dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

Le titulaire pourra remplacer la retenue de garantie par une garantie à première demande. L'acheteur n'accepte pas la caution personnelle et solidaire remplaçant la garantie à première demande.

Il est rappelé qu'en cas de réserves notifiées au titulaire du contrat et non levées avant la date d'expiration du délai de garantie, la retenue de garantie ne sera remboursée ou les personnes ayant délivré leur garantie ne seront libérées qu'un mois après la date de la levée effective de ces réserves.

## 30. PENALITES

### 30.1 Pénalités – Dispositions générales

Les samedis, les dimanches et les jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des pénalités.

**Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux**, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 300 € HT pour l'ensemble de l'accord-cadre.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG Travaux, les pénalités ne sont pas plafonnées.

**Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG Travaux**, aucune mise en demeure n'est nécessaire en cas d'application des pénalités stipulées au présent accord-cadre, elles sont encourues sur simple constatation du maître de l'ouvrage.

Les pénalités stipulées au présent accord-cadre s'appliquent sur décision du maître de l'ouvrage, lequel peut toujours renoncer à en faire usage ou décider de ne les appliquer qu'en partie.

La renonciation totale ou partielle à l'application d'une pénalité n'empêche pas le maître d'ouvrage de faire application ultérieurement de la pénalité considérée si le titulaire s'expose à une nouvelle pénalité.

### 30.2 Pénalités de retard et autres pénalités

	Délais de transmission	Pénalités applicables en € HT
30.2.1 Non-respect du délai d'exécution des travaux	CF. offre	Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG Travaux, si le délai d'exécution des travaux fixé au marché subséquent n'est pas respecté, il est appliqué une pénalité journalière de 1/300 du montant hors taxes du marché subséquent
La durée du retard s'apprécie en jours calendaires, à compter du lendemain du jour initialement fixé pour la date de fin des travaux telle que à la commande, et jusqu'à la date réelle de fin d'exécution des travaux, c'est-à-dire jusqu'à la date de leur achèvement telle qu'arrêtée par le Maître de l'Ouvrage dans les conditions fixées à l'article 27 ci-avant		
30.2.2 Non-respect des délais de consultation et de début d'intervention	Cf. art 25 du présent CCAP	Journalière de 50 € HT.
	La durée du retard s'apprécie en jours ouvrés, à compter du lendemain du jour initialement prévu pour l'exécution de la prestation considérée, et jusqu'au jour effectif de son exécution.	
30.2.3 Retard dans la remise des documents préalables à	Cf. art 33.3 du CCAP	Par dérogation à l'article 52.1 du CCAG-TX Journalière de 100 € HT

l'exécution, en particulier des documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé (ppsp)		
30.2.4 Retard dans la remise des documents d'exécution	Cf. art.33.4	Journalière de 100 € HT
30.2.5 Absence ou retard aux réunions de chantier	Toute Entreprise (y compris sous-traitants) ayant été dûment convoquée par écrit devra être représentée aux réunions de chantier par un des représentants nommément désignés au début des travaux. En cas d'absence sans prévenance ni justification à la réunion de chantier le titulaire encourt, par dérogation à l'article 53.1 du CCAG, une pénalité fixée à 80 €.	
30.2.6 Retard à la remise des documents à fournir après exécution	Le défaut de remise du dossier des ouvrages exécutés (DOE) dans un délai de 30 jours calendaires à compter du lendemain du jour initialement prévu pour la remise des documents, et jusqu'au jour de leur remise effective cf art. 33.6.3	Journalière de 100 € HT
<p>Le règlement du décompte définitif et les remboursements de la mainlevée des cautions de garantie restent soumis à la production de ces documents, par conséquent le délai de paiement sera interrompu jusqu'à remise au Maître d'ouvrage de ceux-ci.</p> <p>Le Maître d'ouvrage se réserve le droit de suspendre la réception à la fourniture de ces documents</p>		
30.2.7 Non respect des circuits et des consignes en matière de sécurité	<p>En cas de non-respect des préconisations relatives à la sécurité et délivrées au Titulaire dans les conditions fixées au marché ou à la commande, constaté par un agent du Maître d'ouvrage et notifié au Titulaire par tout moyen écrit permettant d'attester une date certaine, le Titulaire dispose d'un délai de trois heures à compter de ladite notification pour régulariser la situation, et présenter des conditions normales d'exécution.</p> <p>Sans action du Titulaire dans les délais indiqués ci-dessus, le maître d'ouvrage pourra faire exécuter les travaux qui s'imposent auprès d'un tiers, aux frais et risques du Titulaire défaillant.</p>	
30.2.8 Incapacité à exécuter une	En cas d'incapacité du Titulaire à exécuter une commande régulièrement conclue par le Maître de l'Ouvrage une pénalité Forfaitaire de 250 € HT est appliquée au Titulaire, à fin	

commande	d'indemnisation du surcoût engendré au Maître de l'Ouvrage pour désigner une entreprise de substitution. Cette pénalité est versée indépendamment du surcoût éventuellement mis à la charge du Titulaire dans le cadre de l'exercice du droit de substitution par le Maître de l'Ouvrage, de même que des pénalités de retard applicables.
30.2.9 Défaut ou mauvaise gestion des déchets de chantier	En application de l'article 37.3 du CCAG TX le Titulaire encourt une pénalité de 300 € HT (trois cents) en cas de non-respect des dispositions contractuelles et légales relatives à l'évacuation des déchets de chantier. Cf. art 33.6.1.
30.2.10 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	Les stipulations de l'article 37 du CCAG-TX sont applicables. Une pénalité de 300 euros HT par jour ouvrés de retard sera appliquée à compter de la date de réception du chantier. Conformément à l'article 18.1.1 du CCAG-TX, le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux fait partie du délai d'exécution indiqué au devis remis/offre par le titulaire. Cf art 33.6.2.
30.2.11 Manquement pour travail dissimulé	Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC du marché. Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé
30.2.12 Non présentation d'offre de prix	Dans le cas où une entreprise ne répond pas aux obligations décrites à l'article 1.3.2.1 du présent CCAP, et notamment si elle refuse de répondre plus de trois fois, sur toute la durée de l'accord-cadre, la résiliation pour faute du titulaire sera prononcée. Une indemnité forfaitaire de 500 € TTC pourra être due par l'entreprise et exigible immédiatement.
30.2.13 Manquement aux de développement durable	En cas de non-respect des obligations résultant de l'article 1.16, constaté par le Maître d'œuvre ou l'acheteur, une pénalité de 300€ par manquement sera appliquée à l'entreprise notamment en cas : - Valorisation des déchets

## 31. Carence du Titulaire

En cas de carence du Titulaire, dans les conditions prévues à l'article 52 du CCAG Travaux, le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit, après mise en demeure, de prononcer la résiliation du marché subséquent aux torts du Titulaire. Il peut de même annuler la commande.

## 32. Non présentation d'offre de prix

Dans le cas où une entreprise ne répond pas aux obligations décrites à l'article 6 du présent CCAP, et notamment si elle refuse de répondre plus de trois fois, sur toute la

durée de l'accord-cadre, la résiliation pour faute du titulaire sera prononcée. Une indemnité forfaitaire de 500 € TTC pourra être due par l'entreprise et exigible immédiatement.

### **33. Conditions d'exécution des prestations**

#### **33.1 Caractéristiques des matériaux et produits des marchés subséquents**

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

#### **33.2 Implantation des ouvrages des marchés subséquents**

##### **33.2.1 Piquetage général**

En application de l'article 27.2.3, les opérations de piquetage sont effectuées par le titulaire contrairement avec le maître d'œuvre avant tout commencement des travaux. Ces opérations sont comprises dans l'offre du marché subséquent.

En application de l'article 27.5 du CCAG-Travaux, Lors de l'exécution des travaux, le titulaire est tenu de compléter le piquetage général et, éventuellement, le piquetage spécial par autant de piquets qu'il est nécessaire pour définir tous les points de détail nécessaires aux travaux, en particulier tous les profils découlant des profils en travers. Les piquets de rives correspondant aux profils en travers du projeté, répertoriés sur le profil en long, devront être repérés sur le dit profil en long.

#### **33.3 Préparation et coordination des travaux des marchés subséquents**

##### **33.3.1 Période de préparation - Programme d'exécution des travaux**

Le délai de la période de préparation est fixé dans le descriptif technique de chantier. Le délai de la période de préparation ne saura excéder 2 mois sauf stipulation contraire dans le descriptif du chantier du marché subséquent et commencera à courir à la notification de l'ordre de service prescrivant la préparation.

Au cours de la période de préparation, le titulaire procédera aux opérations suivantes :

- Etablissement et présentation au visa du maître d'œuvre, du programme d'exécution, dans le délai de 5 jours à compter du début de cette période. Il est accompagné du projet d'installation de chantier et des ouvrages provisoires ainsi que d'une notice précisant les dispositions projetées susceptibles d'avoir des conséquences sur le dimensionnement des ouvrages ;
- l'établissement et la remise au maître d'œuvre des plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier nécessaires pour le début des travaux dans les conditions

prévues à l'article 33.4 ci-après ;

- l'établissement d'un plan d'installation de chantier;
- l'établissement du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) prévu par la section 5 du décret n°94-1159 du 26 décembre 1994 après inspection commune organisée par le coordonnateur SPS. Le PPSPS est fourni au coordonnateur SPS ou au maître d'œuvre entre 5 et 15 jours à compter du début de la période de préparation (si le chantier est concerné)
- L'établissement et expédition de la ou des DICT, avec copie au maître d'œuvre, au moins 10 jours ouvrables avant le début des travaux.

### 33.3.2 Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Les dispositions concernant la coordination sécurité et protection de la santé seront définies le cas échéant dans un plan général de coordination par le coordonnateur SPS du maître d'ouvrage.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

### 33.3.3 Registre de chantier

Un registre de chantier pourra être tenu dans le cadre de l'exécution de chaque marché subséquent pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre.

## 33.4 Etudes d'exécution des marchés subséquents

Conformément aux dispositions de l'article 29.1 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

## 33.5 Installation et organisation du chantier

### 33.5.1 Installation de chantier

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

## 33.6 Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

### 33.6.1 Gestion des déchets de chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages

des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

### **33.6.2 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier ne sont pas compris dans le délai d'exécution.

A la fin des travaux, dans le délai de 15 jours à compter de la date de notification de la décision de réception partielle et définitive, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais et risques du titulaire conformément à l'article 37 du CCAG-Travaux.

### **33.6.3 Documents à fournir après exécution**

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux.

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, une pénalité sera effectuée.

### **33.6.4 Rendez-vous de chantier**

Le titulaire doit assister aux rendez-vous de chantier qui sont fixés par le maître d'œuvre au minimum 48h à l'avance, sauf urgence nécessitant une réunion immédiate. Les dates seront transmises par écrit (fax, courriel ou courrier postal) aux entreprises concernées.

## **33.7 Réception des travaux objet des marchés subséquents**

### **33.7.1 Dispositions applicables à la réception**

Dans tous les cas le titulaire informe soit la maîtrise d'œuvre s'il en existe une, soit le conducteur de travaux de l'université, par écrit de la date à laquelle il estime que les travaux seront achevés.

Les modalités de réception sont indiquées aux articles 41 à 44 du CCAG Travaux.

## **34. Dérogations aux documents généraux**

Il est dérogé aux articles désignés ci-après du CCAG Travaux par les articles correspondant cités ci-après du CCAP :



**CCAG-Travaux**

<b>CCAG</b>	<b>CCAP</b>
4.1	2
49 ; 50.4. 52.1	9
14, 15 et 16	14.3.7
19.2.1. 19.2.2. ; 19.2.3 ; 19.2.4. 52.1. 53.1	17 et 30
28.5	20.4
41.1 à 41.3	21.2.1
12	28.5

b) **CCTG**

Les dispositions du CCTP prévalent sur celles du CCTG en cas de contradiction ou de différence entre ces pièces